

D

375

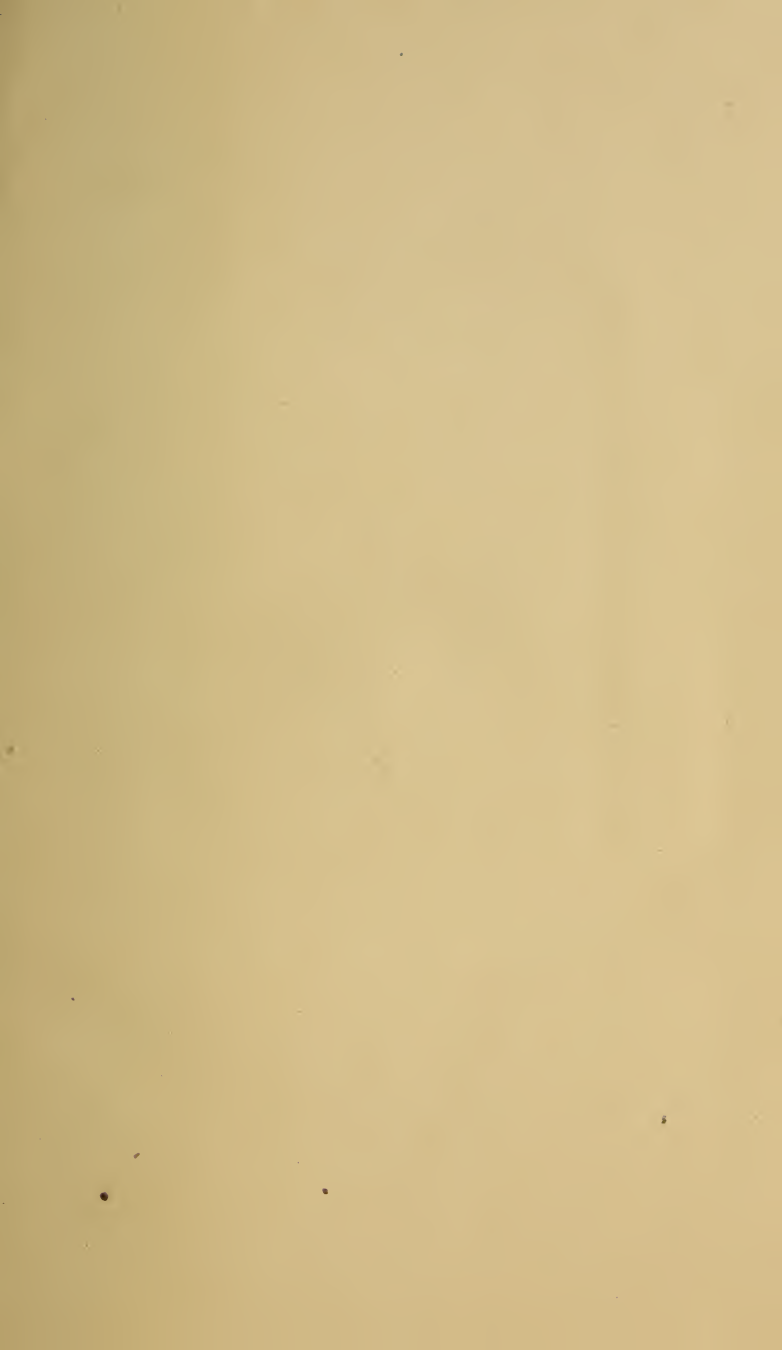
A8



Class Π 375

Book . A8

YUDIN COLLECTION





1053/20

L'AUTRICHE

ou

AU PARTAGE DE LA TURQUIE.

RÔLE QUE JOUE L'ANGLETERRE.

BRUXELLES

LIBRAIRIE DE J. B. TARRIDE, ÉDITEUR,
8, RUE DE L'ÉCUYER.

1854

B. KLOTCHKOFF,
Libraire,
PETERSBOURG.

636
1679

L'AUTRICHE

VA

AU PARTAGE DE LA TURQUIE.

REVUE

DE LA LITTÉRATURE

(L'AUTRICHE

VA

AU PARTAGE DE LA TURQUIE.)

RÔLE QUE JOUE L'ANGLETERRE.



(BRUXELLES.)

LIBRAIRIE DE J. B. TARRIDE, ÉDITEUR,
8, RUE DE L'ÉCUYER.

—
1854

L'AMÉRIQUE

II 375
.A8

LE PAYSAGE DE LA TERRE

MOÛS QUE TOUT L'AMÉRICAIN

104837
'08

Yudin

BRITANNIA

CHRONIQUE DE LA TERRE, 1881

1881

I

L'Europe va assister aux funérailles de la Turquie.

Les préparatifs se font à coups de canon et au son du tocsin. Le glas funèbre annoncera du haut de Sainte-Sophie le jour du partage !

Quoi ! parler du partage de la Turquie, au moment même où des escadres hérissées de canons couvrent la mer Baltique et la mer Noire, où le cri « Aux armes ! » retentit à travers toute l'Europe ?

Écoutez ! Depuis le Kamtschatka jusqu'à la Bessarabie sonne le tocsin béni par le goupillon du czar. Aux bords de l'ancien Ister où les peuples décidèrent toujours du sort de l'Europe, on verse du sang ! L'Europe n'est qu'un grand arsenal.

Les peuples creusent une fosse. Pour n'y pas tomber elle-même, l'Autriche doit y précipiter l'Islam ; et elle s'apprête à recueillir sa part de la dépouille, tout en criant « Intégrité ! »

Oui, l'Europe occidentale va, sans s'en douter, donner le coup de grâce au peuple turc, peuple hospitalier et vaillant, honnête et bon !

Guerre étrange, qui égorge la victime qu'elle se propose de sauver !

On va en guerre ! et à peine regarde-t-on les étendards sous lesquels s'ébranlera le monde.

Déchiffrons-en les inscriptions.

L'Angleterre et la France inscrivent sur leur drapeau « Indépendance et intégrité de la Turquie. » Toute pensée révolutionnaire en est bannie.

Quelle est la couleur de ce drapeau ? On ne le sait pas bien. La devise est une ; mais les mobiles, comme les buts, sont multiples.

Le drapeau moscovite porte la double aigle de l'empire d'Orient, qu'Ivan IV a prise du dernier rejeton des Paléologues.

Est-ce que cette aigle, qui reprend son vol vers Constantinople où elle fit place au croissant, serait par elle-même une devise ? Les notes énigmatiques de la Russie, soit sur son protectorat de l'Église grecque en Orient, soit sur le tombeau du Christ à Jérusalem, pourraient peut-être nous l'expliquer ; mais il n'est pas besoin d'explication pour comprendre que l'aigle n'est pas là pour rien : c'est l'emblème d'un droit légitime sur Constantinople.

Sous l'aigle est abritée la croix, qui apparut à l'empereur Constantin avec l'inscription : « *In hoc signo vinces*, » (c'est le signe sous lequel tu vaincras !) Voilà pour le symbole de la foi orthodoxe.

À côté de la croix historique et mystérieuse de l'empereur d'Orient apparaissent la sainte Vierge Marie et la déesse Slave. C'est l'union allégorique entre l'Église orthodoxe et les nationalités slaves.

La Russie porte donc le double drapeau de la religion et de la nationalité. Sa couleur ne laisse aucun doute, elle est celle de la révolution.

Entre le drapeau franco-anglais et le drapeau russe, on voit se déployer avec beaucoup de lenteur et de circonspection, un drapeau aux couleurs *jaunes-noires* ; on dirait le symbole de la haine, du despotisme, de l'hypocrisie : c'est celui de l'Autriche !

La devise est à peine lisible. Elle est empruntée du dra-

peau qui porte l'inscription anglo-française. L'Autriche dit donc, avec la France et l'Angleterre : « Intégrité et indépendance de la Turquie! »

Voilà qui est décisif. La Russie est isolée ; toute l'Europe se lève contre elle. Le colosse est ébranlé, renversé, brisé!

Oui, c'est clair et décisif ; décisif pour les crédules ; clair pour les myopes.

Prenez garde! La devise du drapeau autrichien n'est qu'une fausse enseigne ; derrière elle se cache le plan du partage de la Turquie, arrêté de longue main. Rappelez-vous l'enseigne de l'Allemagne disparaissant sous l'aigle d'Autriche!

Avec la devise de l'indépendance et de l'intégrité de la Turquie, l'Autriche va au partage! Elle n'a de choix qu'entre « *partager* » ou « *mourir*. »

Si l'Europe ne veut pas que l'Autriche meure, il faut qu'elle assiste au partage de la Turquie, comme elle a assisté au partage de la Pologne!

Cela est étrange, mais cela est ainsi.

L'Autriche! il faut qu'elle acquière de nouveaux éléments de vie, ou qu'elle descende de la scène politique. Son organisme est à tel point détraqué, que, même en pleine paix, il ne peut fonctionner un seul moment sans se hérissier de 400,000 baïonnettes. La moindre secousse le disloquera. Sans un secours nouveau, la vie l'abandonne.

La politique qui consiste à balancer et à équilibrer les races dont est formé l'empire d'Autriche, est devenue inapplicable ; l'axiome « *Divide et impera* » est à bout.

L'Italie est frémissante, la Hongrie et la Transylvanie sont en demi-guerre, la Croatie en pleine conspiration, et toutes les populations désireuses de secouer le joug des Habsbourg.

La haine des races est épuisée ; les populations, poussées les unes contre les autres par des promesses mensongères, sont désillusionnées ; tous les vieux moyens sont usés.

Pour que l'Autriche vécût, il a fallu partager la Pologne. Il faut aujourd'hui lui partager la Turquie. On ne saurait prendre ailleurs qu'en Turquie les nouvelles forces vitales dont le corps moribond de l'Autriche ne peut se passer.

Prenez la carte de l'empire d'Autriche.

La Hongrie est bornée au nord par les Carpathes. Derrière les Carpathes s'étendait la Pologne. C'était, dans un cas de guerre, un point d'appui et de retraite. Pour que la Hongrie ne fût pas maîtresse de l'Autriche, il fallait lui enlever ce rempart, et le partage de Pologne fut arrêté.

A la Transylvanie aboutissent la Moldavie et la Valachie, territoires neutres. Mieux valait encore mettre les principautés sous le protectorat russe que de voir aux flancs de la Hongrie une puissance, alliée ou neutre, qui sût se faire respecter. C'est isoler à l'est la Hongrie déjà isolée au nord.

Au sud, l'Autriche a réussi, dans la dernière guerre, à détacher les Croates de la Hongrie ; mais, sous les étreintes du despotisme, la Croatie est redevenue sympathique à la Hongrie.

La Servie fut l'alliée de l'Autriche, mais de l'alliance sortit une haine invincible.

Le Danube et la Save sont donc pour la Hongrie de nouveaux points d'appui, une base d'opération reconquise.

Pour que l'Autriche continue à vivre un temps, elle doit prendre au delà de la Save et du Danube un territoire : elle ne le peut, sans le partage de la Turquie.

L'Autriche n'a que cette chance ; elle la guette, et croit qu'une extension de son empire vers le sud, en lui donnant quelques millions de Slaves de plus, éveillera en sa faveur des sympathies chez cette race ; elle espère même qu'une telle conquête agira sur la Hongrie et sur l'Italie.

L'Autriche vise donc à une conquête ; c'est la condition essentielle de sa vie. Elle jouera tous les rôles et prendra tous les masques, mais son but est le partage.

II

La Russie marche-t-elle à la conquête, l'Autriche la suivra, elle la devancera. Tout l'Orient le croit; il croit que l'Autriche s'empressera d'exécuter les ordres de la Russie.

L'Occident, de son côté, désire et prône pour l'Autriche une alliance antirusse, dans l'espoir d'échapper à la suzeraineté russe et aux menaces révolutionnaires de la France.

Nous ne pouvons accepter l'opinion de ceux qui sont portés à croire que l'Autriche suivra la ligne de conduite que lui auront tracée la France, l'Angleterre, et ses propres engagements. Selon nous, l'Autriche marche et doit marcher avec la Russie. Nos raisons? elles sont simples et concluantes; nous ne recourons ni aux révélations, ni aux tripotages diplomatiques. Nous puisons nos raisonnements dans l'histoire, dans la situation, dans les faits incontestables. L'Autriche ne le voulût-elle pas, qu'elle est obligée d'agir suivant ce qu'exigent sinon ses propres intérêts, au moins ceux qui poussent le czar vers Constantinople.

On se répète sans cesse que l'Autriche est entrée dans la ligue franco-anglaise; on se berce des illusions les plus inexcusables que la diplomatie ait jamais pu inventer; on se persuade qu'à force de ménagements, de concessions, de pourparlers, on a fini par engager l'Autriche dans la cause de l'Europe contre l'ambition du czar. Cependant, que fait l'Autriche? Elle rend à la Russie le plus grand service qu'il soit en son pouvoir de lui rendre : elle lui fait gagner du temps, le meilleur allié de la Russie en toute circonstance.

Il semble, en vérité, que l'Occident se plaise à se duper

lui-même, et coure au-devant de feux follets. Le moindre petit fait, il l'explique toujours dans le sens de ses espérances. L'Autriche défend-elle l'exportation des armes pour la Russie, l'Occident bat des mains, la bourse monte. Cependant ce n'est pas la Russie qu'on frappe; car, en Autriche, personne n'a d'armes que le gouvernement, et l'on ne saurait d'aucun pays exporter des armes pour la Russie en transit par l'Autriche. Mais il en est autrement avec la Turquie, pour laquelle on défend aussi l'exportation des armes; car de la Prusse, de la Saxe, de la Belgique, du Danemark, de la Suède on peut exporter en Turquie par l'Autriche.

Cette prétendue prohibition contre la Russie n'est donc qu'un blocus contre la Turquie.

Mais l'Autriche fait mieux : elle couvre les flancs de l'armée russe, elle fait levées sur levées, et prépare un développement de forces extraordinaire pour joindre d'un côté l'armée russe, et de l'autre l'armée prussienne.

Qu'on ne s'imagine donc pas que ces forces soient destinées à fournir un concours armé aux alliés.

L'Autriche est fidèle à la Russie, non parce qu'elle lui est redevable de son existence, mais tout simplement parce que son avenir dépend d'elle, parce qu'elle ne peut tourner que dans l'orbite russe.

En fait de politique, on ne connaît ni foi ni loi. L'Autriche craint les Russes, comme elle craint les révolutions. La protection moscovite n'est que trop lourde aux Habsbourg, ils la secoueraient plutôt aujourd'hui que demain. Les ingrats ont la mémoire courte, et rien n'est si pesant aux Autrichiens que la gratitude. A l'heure qu'il est, la Russie n'a pas d'ennemi plus implacable que les Habsbourg, ses protégés. La Russie ne l'ignore pas; mais elle s'en soucie peu, sachant que l'Autriche ne subsiste et ne peut subsister que par le souffle du czar. Là est toute l'énigme de la politique russe en Orient.

L'Autriche veut tirer profit de la guerre en Orient. Elle ne consulte ni la Russie, ni l'Angleterre et la France ; elle consulte ses intérêts dynastiques, les dangers dont son existence est menacée. Si elle le pouvait, elle déclinerait dans ce moment-ci toute alliance, pour se faire l'alliée de tout le monde.

Tantôt elle se drape de neutralité, tantôt elle paraît se mettre avec l'Occident ; et, à ne considérer que la surface des choses, on dirait que le lien d'amitié russe, formé depuis la paix de Carlovitz, affermi par le partage de la Pologne aussi bien que par les exploits de la Sainte-Alliance, et resserré par la corde qui a étranglé les généraux hongrois, est désormais tranché par l'empereur François-Joseph.

Les Habsbourg jouent, comme toujours, jeu double. Leur politique et leurs intérêts sont loin d'être ceux que l'Occident leur prête. Ils se débattent sous l'étreinte russe. Ils ne trouvent rien de si humiliant que d'être sauvés par les Moscovites. Des velléités d'une politique indépendante se manifestent dans toute l'administration autrichienne. Il n'est donc pas étonnant qu'on s'efforce de paraître ce qu'on voudrait être, — libre de ses actions. D'ailleurs la gratitude ne remplit aucune page de l'histoire des Habsbourg.

Mais, entre les Habsbourg et les Romanow, il existe des liens que l'alliance anglo-française ne saurait dénouer. Et le pût-elle, qu'elle n'y trouverait aucun avantage. Se rallier l'Autriche, c'est paralyser ses propres forces et assurer le triomphe aux Russes. On donne trop d'importance à la boutade du feu ministre Schwartzemberg : que « l'empereur d'Autriche étonnera le monde par une grande, mais politique ingratitude. » Le ministre connaissait l'histoire et la politique de l'Autriche, et n'avait dit que la vérité ; mais le ministre et l'empereur se sont réservé l'heure de l'application de l'ingratitude. L'Autriche pourra être ingrate envers la Russie, mais elle ne cessera jamais d'être sa complice.

En face du traité austro-prussien et de la convention de

Constantinople, ces assertions paraîtront contradictoires et dénuées de fondement, et pourtant elles sont parfaitement fondées. En effet, il n'y a, ni dans les termes, ni surtout dans l'esprit du traité, de raisons suffisantes pour croire aveuglément à une coopération sérieuse et sincère de l'Autriche contre la Russie. Examinons la situation, et admettons que l'Autriche se range contre le czar. Ce serait à peu près son abdication : le jour où elle lèverait le bras contre son sauveur, elle ne l'aurait levé que pour voir disparaître son nom de la carte de l'Europe.

L'Autriche n'existe et ne respire que sous la sauvegarde russe, et il nous semble que si les tergiversations et toutes les comédies diplomatiques de l'Autriche ne sortent pas des inspirations du cabinet de Saint-Pétersbourg, celui-ci n'a rien à craindre à ce que l'Autriche jette son masque.

Si l'attitude hostile de l'Autriche vis-à-vis de la Russie n'est pas feinte, celle-ci n'aura plus à ménager l'Autriche ; au lieu de faire prendre à ses armées de longs détours, elle enverra de Pologne des régiments qui retrouveront les routes sur lesquelles elle les avait lancés en 1849 contre la Hongrie ; elle n'a qu'à passer la Vistule pour franchir le Danube plus vite qu'elle ne l'a pu par les principautés danubiennes.

Que trouvera-t-elle sur son chemin ? D'abord les Slaves du Nord. Les premiers qui grossiront l'armée russe seront les Ruthènes, Russes par leur langue et leur culte, au nombre de trois millions cent cinquante et un mille ; puis les Polonais, les Bohèmes et les Moraves, au nombre de huit millions ; les Slaves du Sud au nombre de quatre millions, sans y compter les Grecs et les Valaques, du même rit que les Russes.

Les mots et les promesses ne font jamais défaut aux gouvernements de l'Autriche. Tant qu'il n'y a que des phrases à faire sur les avantages de la paix, sur leur amour pour les peuples confiés à leur sceptre paternel, sur le respect des traités et des serments, les empereurs d'Autriche se

montrent à nul autre pareils. Arrive le moment de l'action, et vous pouvez être sûrs que l'Autriche fera toujours le contraire de ce qu'elle aura promis, de ce qu'elle aura juré, de ce qu'elle aura signé. Les Habsbourg comprennent trop bien que, la Russie refoulée dans ses limites anciennes, l'agglomération de nationalités différentes qu'on appelle l'empire d'Autriche ne saurait subsister un moment telle qu'elle est, et que, la Russie debout, l'Autriche, par une coopération active contre la Russie, n'aurait accompli que son suicide. Et d'ailleurs elle ne peut mettre en oubli l'analogie des principes gouvernementaux qui la rendent solidaire de la Russie ; elle ne peut oublier le vol fait en commun sur la Pologne, sans compter la perspective, ou plutôt la convention, déjà signée peut-être, sur les règlements territoriaux aux rives du Danube.

L'Autriche n'a d'une puissance allemande que le nom ; elle est Slave, comme la Russie ; et, pour comprendre l'esprit des peuples slaves en Autriche, il suffit de se rappeler que l'Autriche, avant de faire appel à la grâce du czar contre la Hongrie, avait promis aux Slaves, pour les engager dans la guerre contre le peuple magyar, *de fonder un empire slave*. Les Slaves ont pris les armes, non pour sauver l'Autriche, mais pour en faire sortir un empire slave. C'est en Autriche que Schaffarik a chanté *la Russie universelle*, et que d'autres poètes chantaient : « Toutes les tribus slaves
« forment une seule nation, la nation slave ; *bien que divi-*
« *sées en plusieurs États, elles ne font qu'un seul peuple,*
« *depuis l'Elbe jusqu'au Wolga, depuis l'Adriatique jusqu'à*
« *la mer Noire. Les Slaves ont une mission commune dans*
« *l'histoire du monde, ils ne la remplissent qu'en marchant*
« *ensemble.* »

Qui est-ce qui a fait marcher les Slaves contre la Hongrie ? D'un côté, le czar, de l'autre les Panslaves qui ne veulent pas de l'Autriche. L'idée même du Panslavisme est sortie de l'Autriche. C'est là, et nommément en Hongrie,

que le poète slave Kollar a glorifié le panslavisme et ceint d'une auréole impérissable l'empereur Nicolas comme le *fondateur d'une Slavie universelle*. Le grand poète des Slaves fait dans son poème héroïque « Slavy Déera » de la prophétie. Son poème, qui a paru à Pesth en 1827, et qui se trouve dans les pays où il y a des Slaves, explique mieux la marche de la Russie que le testament du czar Pierre I^{er}, pour lequel on n'a revendiqué le titre d'empereur qu'après sa mort.

Le poète s'écrie, dans une langue harmonieuse dont nous ne reproduisons que les mots : « Slavie, ô Slavie ! Tu as beaucoup souffert, mais tu survis aux coups de tes ennemis et à l'ingratitude de tes propres fils. Que d'autres avancent sur un sol uni ; toi tu te forges un trône éternel sur les ruines des siècles. La rude besogne que nous avons à accomplir exige une âme d'Hercule, car c'est ici, aux bords du Danube, que doit tomber le lion néméen qui déchire notre peuple, qui s'arme contre notre langue. » Le poète évoque dans l'*empereur Nicolas* « l'âme d'Hercule pour abattre l'hydre de Lerne qui déchire les Slaves. »

Voyez ! c'est en 1827 que le poète a dit à l'empereur Nicolas et aux Slaves : « Pour fonder une Slavie universelle il faut abattre l'hydre des Magyars. » En 1849, l'Europe a vu l'empereur Nicolas à l'œuvre. Mais suivons le poète.

« La tête de la chère déesse *Slava*, assise sur un trône d'or, est la *Russie* ; les Lechs en sont le trône, les Tchèques les bras et les mains, les Serbes les deux pieds, et les peuplades moins nombreuses, les Vendes, les Lusaciens, les Sibériens en sont les armes ¹. Que l'Europe tombe à genoux devant cette idole, dont la tête dépasse les nuages et dont les pieds ébranleront la terre. Cette

¹ On appelle Tchèques les Bohèmes, et Lechs les Polonais. Les populations Vendes se trouvent en Allemagne ; les Lusaciens et les Mazoures, — tous peuples slaves, — en Prusse.

« vierge gigantesque pose l'un de ses pieds sur le *Bosphore*,
« l'autre sur la mer *Adriatique*; elle réunit tous les peuples
« *slaves*, les Serbes, les Russes, les Polonais, et ceux qui se
« trouvent sur les bords de l'*Elbe*, du *Weser* et du *Rhin* en
« une seule nation. Cette nation habite un empire plus vaste
« qu'aucune autre; ses limites s'étendent de l'*Athos* à *Ter-*
« *glon*, de la *Servie* à *Breslau*, du pays des *Cosaques* à *Ra-*
« *guse*, du *Kamstchatka* au *Japon*. Tout cela est pays slave,
« et s'appelle *Panslavie*. Les coutumes, les mœurs et les
« chants du peuple slave régneront aux bords de l'*Elbe* et
« aux bords de la *Seine*. Le *Slavisme* déborde et s'étend
« comme un déluge. »

Tel est le langage des poètes slaves en Autriche depuis trente ans. Ces chants vont de bouche en bouche depuis le Bosphore jusqu'à Breslau.

Serait-ce pour la gloire des Habsbourg qu'on chanterait le paradis retrouvé des Slaves, où se promènent les empereurs Alexandre et Nicolas, mais d'où sont chassés les Allemands et d'autres peuples? Les poètes trahissent les pensées et les sentiments des peuples, comme les enfants ceux de leurs parents; les poètes sont les grands enfants des peuples. Que voulez-vous! A Paris même des membres de l'Institut de France invoquent dans le czar Nicolas l'Attila moderne...

Examinons encore des faits.

Qui est-ce qui a remué les Croates contre la Hongrie? Les représentants du Slavisme et de l'Illysrime, Jellachich, qui chantait la gloire russo-illyrienne, et Louis Gaj, qui vantait l'ascendant de la politique russe en Europe, et qui recommande à tous les Slaves un idiome unique, l'*idiome russe comme langue universelle*. Cela n'empêchait pas Desprez et d'autres écrivains slaves, de les qualifier de démocrates.

Qui est-ce qui a soulevé les Valaques? L'évêque grec de Transylvanie, Saguna, au nom du czar.

Qui a prêché aux Serbes hongrois et tures la guerre sainte

contre la Hongrie? Rajachich, l'archevêque grec de Carlovicz, en montrant aux fidèles la croix que lui avait envoyée le czar de Saint-Pétersbourg.

Demandez à la Servie si c'est pour servir l'Autriche qu'elle a expédié son armée de géants contre la Hongrie?

Demandez-lui quelle fut la condition de cette alliance à contre-cœur? Pas d'autre que de fonder au Sud aussi un pays slave, ou, comme ils disaient, Jugoslave, une grande Servie aux dépens de la Hongrie et de la Turquie. Après cela, croyez donc que l'Autriche aille défendre l'intégrité de la Turquie!

Les Serbes ont fait à la Hongrie une guerre bien dure; mais ils ne l'ont pas faite pour l'Autriche; ils l'ont faite, parce que tels furent les vœux de la Russie, et parce qu'ils comptaient sur une grande Servie. Le gouvernement serbe, le 17 avril 1854, dans une lettre adressée à Reschid-Pacha, l'a sans biais déclaré : la nation serbe est pénétrée d'une méfiance et d'une haine tellement prononcées contre l'Autriche, que si elle envoyait des troupes en Servie, on développerait toute la mâle énergie du peuple pour les repousser.

Les populations slaves en Autriche ne peuvent parler; mais le gouvernement serbe a exprimé par ces paroles peu diplomatiques le vrai sentiment de ses nationaux en Hongrie et dans toute la monarchie.

Les Russes marchent sur le Danube à travers la Gallicie, la Bohême, la Moravie et la Hongrie d'un côté, et par la Bukovine et la Transylvanie de l'autre, et les 18 millions de Slaves qui sont en Autriche les salueront comme des sauveurs et des frères.

L'Autriche alors commencerait son grand râle. Par qui pourrait-elle subsister? Est-ce que l'Italie voudrait la sauver? Est-ce que la Hongrie, comme sous Marie-Thérèse, engagerait une lutte, non pour elle-même, mais pour sauver son bourreau?... Et d'ailleurs serait-elle de force à élever une digue contre un déluge slave? La Hongrie a horreur de la

Russie; mais elle méprise l'Autriche. On pardonne à l'ennemi, jamais au traître. On peut tendre la main au vainqueur, jamais au bourreau.

III

Le panslavisme n'est plus une simple idée, un rêve des poètes; mais une croyance, une religion. Il est plus, il est un fait commencé. Empêcher qu'il ne devienne un fait accompli et, surtout, qu'il ne tombe aux mains du czar, dépend encore de l'Occident.

Mais l'Occident ferme les yeux devant des réalités et s'épouvante de spectres. Il se met à la chasse du spectre rouge pendant que le czarisme inscrit sur sa bannière en lettres de feu et de sang : « Foi orthodoxe et révolution slave. »

Il est, en politique comme en physique, des choses qu'on ne peut faire comprendre à certaines gens; et il en est d'autres qu'ils acceptent sans réflexion. Ils font tourner des tables, et ne comprennent pas que la terre tourne. Ils croient aux revenants et ils expliquent les mystères d'outre-tombe, mais ils ne comprennent rien aux lois immuables de la nature.

A force de s'effrayer du spectre rouge, on finit par y croire; à force d'imagination, les tables parlent dans toutes les langues et devinent toutes les pensées; mais l'imagination ne parviendra pas à faire disparaître de la bannière russe la pensée gréco-slave, ni reculer les armées du czar.

Avant la guerre austro-russe contre la Hongrie, on aurait pu croire que le *spectre slave* n'était qu'un compère du spectre rouge, un épouvantail à faire peur aux timides.

Peut-être y a-t-il encore des Slaves qui ferment les yeux comme l'Occident, et traitent le slavisme de chimère. A ceux-là qu'est-ce que nous pourrions dire ? Ils ont des yeux et ne voient point ; ils ont des oreilles et n'entendent point.

Il n'y a, parmi tous les Slaves, aucune peuplade dont la croyance ne soit éminemment panslave. S'agit-il du slavisme, ils ne sont plus ni grecs, ni catholiques, ni schismatiques, ni protestants : ils sont Slaves ! C'est dans ce sentiment de parenté, de fraternité, de race, qu'ils posent leur honneur.

Le célèbre écrivain russe Herzen, le démocrate proscrit, n'est pas moins Slave que l'illustre poète russe Pouschkin, qui considère *tous les pays slaves de l'ouest et du sud comme des provinces russes*.

Bulgarin, l'historien russo-polonais, prêche l'unité des populations slaves, comme la préconisent Gaj au sud, et Hodza, Hlavatsek et d'autres, à l'ouest : le catholique comme le grec, et le grec comme le prêtre protestant.

Lelewel, l'image touchante de la Pologne courbée, l'image vivante de la résignation, du patriotisme et de l'honnêteté, dont il serait difficile de trouver l'égal, quoique démocrate, quoique victime de la Russie, n'est pas moins Slave qu'un comte Draskovich ou qu'un baron Jellachich. L'idée, la croyance est la même. Il y a union parfaite, — à tel point qu'on ne saurait trouver aucun mobile qui unît pour un principe de pareilles masses. La désunion n'est que dans le chef. Les uns veulent concentrer l'unité slave dans la personne de l'autocrate ; les autres ne veulent pas de czarisme.

Ah ! dans cette bannière russe que le czar porte si haut, et à laquelle vous ne savez opposer qu'une négation, gardez-vous bien de ne voir qu'une chimère. Ce n'est pas une chimère ; c'est une guerre de races, comme un seul homme d'État, lord Palmerston, l'a bien dit.

Il est bien possible que dans les steppes de Sibérie, ou aux extrémités de la Volhynie, on ne connaisse de la bannière que le revers, où on lit : « Guerre pour la foi ortho-

doxe. » Dans la Russie proprement dite, cette devise-là suffit. Mais aux populations de l'Ouest et du Sud, il faut montrer le côté de la bannière où on lit : « Nationalité slave. »

Bien aveugles seraient ceux qui, dans l'idée slave, ne verraient que des chimères !

Est-ce que la guerre des Croates contre les Magyars, leurs concitoyens, fut une chimère ? Expliquez-la comme vous voudrez, c'est un fait. A côté de l'Autriche qui vous a dit que les Croates se sont soulevés contre l'oppression des Magyars, consultez le croatophile Desprez, dans son livre sur les peuples d'Autriche, et vous y verrez, que « c'est « seulement dans la Croatie hongroise, loin de la surveillance de la police autrichienne, que le slavisme pouvait « discuter librement ses intérêts. » — Prenez-le comme vous voudrez, le principal mobile de la dernière guerre fut le slavisme. Les Croates ont sacrifié la liberté constitutionnelle hongroise, qui fut depuis des siècles la leur, à l'idée de l'unité slave ; ils ont pris les armes contre leur propre liberté.

Est-ce que la guerre des Serbes fut une chimère ? Ou est-ce qu'elle fut tournée contre l'oppression magyare ?

Il y a des faits qui parlent d'eux-mêmes à travers les siècles. La Servie, qui jouit, sous la suzeraineté du Sultan, d'une constitution libérale, qui peut disposer d'une armée de cent cinquante mille hommes, a dans tous les temps convoqué de préférence les congrès nationaux de tous les Serbes à Carlovitz en Hongrie. Est-ce de l'oppression que de permettre à un pays limitrophe de convoquer tous les nationaux pour tenir des congrès, non en cravate et en gilet blanc, mais à l'orientale, avec des sabres au côté et des yatagans et des pistolets à la ceinture ?

Les Serbes eux-mêmes s'étaient fait une loi de faire gérer leurs fonds nationaux en Hongrie plutôt que dans leur propre pays. Cela était-il la marque de l'oppression ma-

gyare? Demandez aux Serbes si, depuis que l'Autriche fait la loi en Hongrie, un Serbe voudrait y laisser un liard du fonds de la nation serbe?

Ce sont des faits que l'Occident ne comprend pas. Qu'est-ce qu'un congrès de tous les Serbes en Hongrie? Représentez-vous à la fois un congrès et un concile que les Italiens catholiques de Rome tiendraient en Angleterre pour tous les Italiens catholiques touchant leurs intérêts religieux et nationaux, et dont le gouvernement papal devrait exécuter les résolutions! C'est l'explication d'un congrès serbe.

La guerre des Valaques sous leur chef Janku contre la Hongrie fut-elle aussi une chimère ou un rêve des poètes? Ce mouvement slavo-roumain s'est joint aux Serbes, malgré la jalousie séculaire.

La légion slave conduite par le comte catholique Szirmai aurait-elle été aussi quelque fantôme?

Serait-ce que la bannière des Slovaquo-Tchèques portant l'effigie de la déesse Slavie sous l'aigle d'Autriche ne serait qu'une légende née dans le cerveau de quelque romancier? Le pasteur luthérien Hurban avec sa légion slave ne serait il qu'un mythe?

Ce sont, hélas! des faits, non des chimères, ni des mythes! L'idée slave, l'idée d'un chef qui joint l'épée au bénitier, a uni les Slaves contre les Magyars. Cette idée fut nourrie et caressée par l'Autriche qui, après la guerre, la repoussa : mais elle n'en est que plus vivace. Le président de la diète d'Autriche à Vienne, Slave lui-même, l'a dit : « Les populations slaves tourneront leurs armes contre ceux sous les drapeaux desquels elles combattaient hier. »

Il n'y a qu'une arme contre le slavisme qui se rallie autour du czarisme : c'est la liberté, la reconstitution des pays que le despotisme a rayés de la carte de l'Europe. Mais c'est ce que l'Autriche ne peut donner, à moins de se donner la mort à elle-même.

IV

Mais voici un fait curieux : le panslavisme a pris de profondes racines en Autriche et en Turquie, voire même en Prusse, tandis que, dans les provinces du vaste empire russe, il se manifeste très-peu.

A quoi tient cet état de choses ? Ou bien à la propagande russe, qui tend à attirer au czar toutes les populations homogènes comme branches de la même souche slave, ou bien à un mouvement national intérieur qui gravite vers son centre, et se précipite vers l'union, comme les fleuves et les rivières prennent leur cours vers la mer.

Si l'Occident pense que c'est le résultat de la propagande russe, il n'aurait pas dû rester neutre en face du débordement du slavisme sur la Hongrie, et laisser imprimer sur l'un et sur l'autre le prestige de son omnipotence.

Si le mouvement slave sort de l'intérieur, tant pis pour l'Autriche ! mais alors, c'est une raison de plus pour que l'Occident n'essaye pas d'en faire une alliée impossible.

Les faits sont en accord avec l'idée, comme les poètes slaves le sont avec les historiens, les romanciers et les statisticiens.

Il y a donc dans les chants slaves et dans le testament de Pierre I^{er}, suffisamment connu, quelque vérité. Mais pour montrer que les écrivains slaves voient assez clair, posons des chiffres au lieu de raisonnements, bien qu'ils fussent puisés à une source incontestable.

On porte la population totale de l'empire russe à 70,000,000
 La population de l'Autriche forme 36,514,466.
 La race slave se compose de :

I. — *Slaves du nord.*

1. Des Bohèmes ou Tchèques et Slovaques,	5,997,970	}	11,251,948
2. Des Polonais.	2,183,580		
5. De Ruthènes ou Russes en Gallicie et en Hongrie.	5,150,598		

II. — *Slaves du sud.*

4. Slavons.	1,155,582	}	4,050,248	17,935,976
5. Croates.	1,288,652			
6. Serbes.	1,584,154			
7. Bulgares.	24,000			

III. — *Populations slavo et gréco-valaques.*

1. Les Valaques ou Roumains.	2,640,492	}	2,651,780
2. Grecs.	10,000		
3. Zinzars et Albans.	1,288		

IV. — *Chrétiens du rit grec en Turquie d'Europe.*

1. Race slave.	6,200,800	}	13,100,800
2. Valaques.	4,000,000		
3. Grecs.	1,000,000		
4. Arméniens et Albans.	1,900,000		

V. — Polonais, Vendes, Lusaciens et Mazoures en Prusse	2,000,000
Population gréco-slave.	103,054,776

Et encore la population de la Grèce, qui, comme nous le voyons, pèse aussi dans la balance des événements, n'est pas indiquée ici.

Nous pourrions donc demander, à notre tour, qu'on nous cite une race aussi nombreuse que celle-là!

L'Autriche se rallier à la France et à l'Angleterre! Qu'apporterait-elle donc dans cette alliance? Rien, qu'une guerre désastreuse en Italie. La France serait une seconde fois appelée à réprimer l'élan d'un peuple auquel l'Europe est

redevable de sa civilisation. On devrait guerroyer pour l'Autriche, qui est la négation la plus absolue de tout principe de nationalité et de liberté. Cette alliance ne ferait donc qu'affaiblir les puissances maritimes qui n'auraient avec l'Autriche que des embarras.

V

Nous ne disconvenons pas que l'Autriche ne puisse se lier par un traité avec l'Angleterre et la France ; mais cela l'empêchera-t-il de marcher avec la Russie ?

L'histoire nous en donne assez d'exemples.

Le jour où l'Autriche signa la paix avec Napoléon I^{er}, elle donna au général Jellachich, en Tyrol, l'ordre de continuer les hostilités.

Le jour où Metternich assura à la France et à l'Angleterre que Cracovie resterait république, comme le congrès de Vienne l'avait voulu, l'incorporation en fut arrêtée.

Lorsque l'Europe travaillait à la coalition de 1813 et de 1814, le cabinet de Vienne prit une attitude de neutralité ; il poussait avec aussi peu de bruit que possible ses armements, comme il les pousse à présent, pour se mettre en mesure d'intervenir ; il offrit ses bons offices à la France pour la paix, et ouvrit en même temps des négociations avec la Russie et l'Angleterre. Les hésitations et les tergiversations de l'Autriche se prolongèrent d'un jour à l'autre. A la France elle ne parlait que d'une alliance austro-française, dont la base serait la garantie réciproque de l'intégrité des empires de France et d'Autriche. A la Russie et à l'Angleterre elle ne cessait de répéter, qu'il était besoin d'une suspension d'armes pour se préparer à poursuivre la guerre

avec plus d'énergie. Sa médiation s'épuisait en propositions ; il y avait des protocoles comme il y en a aujourd'hui dans la question d'Orient ; elle proposa l'ouverture d'un congrès à Prague, dont elle avait prévu l'issue. Napoléon se fit illusion sur les intentions de l'Autriche ; à tous les avertissements qu'il reçut sur les menées cauteleuses du cabinet autrichien, il demeura sourd ; il avait tellement cru à l'alliance, qu'il lui offrit de lui rendre les provinces illyriennes ; et pour s'en assurer davantage, il fit comprendre qu'il pourrait abandonner le duché de Varsovie. Le jour de la clôture du congrès de Prague, l'empereur François déclara la guerre à son gendre, et joignit ses armes à celles de la grande coalition européenne, dans un moment où Napoléon avait cru, qu'il pourrait avoir confiance dans les protestations amicales de son beau-père. Le gendre avait sauvé le beau-père : il fut payé par la trahison.

Au despotisme russe l'Autriche joint l'hypocrisie, et il est presque inconcevable que leurs déceptions passées n'aient rien appris ni à la France, ni à l'Europe. L'Autriche agit partout et toujours sans loyauté ni pudeur.

La Pologne aussi avait contracté une *alliance perpétuelle* offensive et défensive avec l'Autriche. Le saint-siège même y donna sa bénédiction et sa garantie. Les cardinaux Pio et Barberini ont juré l'entière observation de tous les articles. Les troubles éclatent, et voilà l'Autriche qui accourt, non pour défendre l'alliance perpétuelle jurée, non pour porter aide à son allié, mais pour s'emparer de ses possessions !

La Transylvanie pourrait aussi dire ce que vaut un traité d'alliance avec l'Autriche. Elle en avait contracté un qui aurait dû durer éternellement. C'était pour l'Autriche un moyen de s'approcher de sa proie. Plus l'Autriche semble se lier à l'Occident par des promesses et des conventions, plus il s'en faut méfier. Le jour où l'empereur d'Autriche renouvela aux Hongrois son serment de fidélité, et déclara solennement, à la face de l'Europe, que le mouvement serbo-

croate lui était étranger, et que Jellachich était un traître et un rebelle, il écrivit à celui-ci : « Mon cher ban, » et il lui envoya des soldats et des canons.

VI

Il est bien permis d'avoir des doutes sur la candeur d'un cabinet dont les antécédents ne nous offrent que parjures, infractions de traités, et violation de toutes les lois divines et humaines.

Le fondateur de la maison de Habsbourg, le comte Rodolphe lui-même, ce parangon de sainteté qui descendit de sa monture pour y faire asseoir un prêtre auquel il tint l'étrier, débuta, comme empereur, par faire d'épouvantables dévastations en Autriche, et par ravir le trône et finalement la vie au roi Ottocar, son bienfaiteur et son maître. Pourtant il avait juré au pape Grégoire X, dans l'église de Lausanne, en présence de sept cardinaux, de cinq archevêques, de onze évêques et de plusieurs princes allemands, d'entreprendre la croisade en Orient, pour mettre un terme aux souffrances des chrétiens. Sitôt qu'il eut réuni des forces considérables, il en disposa pour une croisade contre son ancien protecteur.

Son fils Albert ne s'est pas départi de l'exemple paternel ; il prêta foi et hommage au nouvel empereur Adolphe, comte de Nassau-Weilbourg, reçut l'investiture des fiefs relevant de l'Empire ; mais, à peine l'eut-il obtenue, « il se « révolta et se fit élire roi des Romains du vivant du prince « Adolphe qu'il attaqua et tua, » comme le raconte le pape Boniface VIII lui-même, dans une lettre qu'il adressa aux archevêques de Cologne, de Mayence et de Trèves, électeurs ecclésiastiques. Il est vrai que ce même Albert fut tué à son tour par Jean de Habsbourg, son neveu.

Il serait difficile de signaler, dans l'histoire du cabinet de Vienne, quelque époque, ou seulement quelque épisode qui ne fût marqué de forfaits révoltants, de serments hypocritement offerts et prêtés, et le lendemain, violés, de traités de paix jurés, et trahis le lendemain. Les Habsbourg ont une morale tout exceptionnelle. Charles-Quint battit joyeusement des mains lorsqu'il apprit que l'assassinat des ambassadeurs de France dans le Milanais avait réussi. Son frère le roi Ferdinand I^{er} ne put dissimuler sa joie de s'être débarrassé d'un rival : du fils de Zápolya, roi de Hongrie, par son infâme assassinat commis sur le cardinal Martinuzzi, connu dans l'histoire sous le nom du frère George, le tuteur du jeune Zápolya. S'étant ainsi assuré la couronne de Hongrie par l'assassinat, il écrivit à sa sœur Marie qui gouvernait les Pays-Bas : « La mort du frère George fut tranquille
« sans que aucun, d'apparence ou d'autorité, se soit jusqu'ici
« montré scandalisé. Et, selon qu'on m'escrit de Rome, le
« fait fut de la pluspart des cardinaux plus louhé que
« calumpnié, etc. » Voilà un roi qui fait le panégyrique de l'assassinat ! Pourtant ce roi avait fait plus d'un traité avec le roi Jean Zápolya. Le couteau valait mieux que les traités.

Nul ne sait mieux que l'Autriche saisir les occasions favorables pour réparer ses affaires. Chaque moyen lui est bon, et jamais jésuite ne pratiqua si bien la devise que la fin sanctifie les moyens. Il lui faut du temps, comme aux Russes, pour se mettre en mesure contre les événements. L'Italie est frémissante, et l'impatience la pousse à secouer le joug que lui impose l'Autriche par les Croates. En Hongrie, elle a peur des femmes qui conspirent son renversement. Le gouvernement autrichien, qui redoute ses sujets et sa propre armée, et n'ose ni s'abandonner à la Russie ni rompre avec la France, a prouvé, par le traité austro-prussien, qu'il ne peut disposer d'un seul régiment sans appeler des garnisons étrangères. Voilà pourquoi l'Autriche a rappelé les balivernes de son ministre Schwartzemberg

« que le monde s'étonnera de l'ingratitude de l'empereur François-Joseph, » comme si un homme sensé eût jamais pu croire à un lien de reconnaissance de la part du cabinet de Vienne !

L'Autriche, si elle se proposait de marcher contre la Russie avec l'Occident, ne rédigerait pas des notes et des protocoles en termes tellement ambigus qu'ils peuvent être interprétés plutôt pour que contre la Russie. Cacher ses intentions, et parler de façon à ce que même les prétendus alliés ne sachent à quoi s'en tenir, n'est pas seulement une habitude et un tour de force diplomatiques, c'est pour l'Autriche le seul moyen de vie.

La convention de Constantinople, ou le protocole des conférences de Vienne, vaudrait-il mieux que des traités jurés ? Où est-ce que l'Autriche a plus ou moins de chances ? Comme alliée de la Russie, elle perdra l'Italie et peut-être la Hongrie ; mais elle aura sa part dans les Slaves.

L'Autriche a trouvé moyen de s'ouvrir la route qui la conduira en Turquie ; elle occupera, en conséquence de la convention de Constantinople, le Monténégro, l'Herzégovine, la Bosnie, l'Albanie et peut-être la Serbie, pour étouffer les mouvements qu'on y redoute.

On ne se rend généralement bien compte ni de la situation de l'Autriche, ni de celle des provinces limitrophes de la Hongrie. On considère l'envahissement de la Turquie, sous prétexte de repousser les révoltes des provinces slaves, comme un acte hostile contre la Russie ; en réalité, il ne s'accomplira qu'à l'avantage de cette puissance.

Si l'Autriche avait l'intention d'unir ses armes à celles de la France, pourquoi irait-elle allumer, chez les Croates et chez les Serbes de la Turquie, une guerre qui, au moindre revers, n'aboutirait qu'à embraser les provinces limitrophes de l'Autriche ? Pourquoi ferait-elle prendre position par ses armées, plutôt au delà du Danube que dans la Transylvanie, dans la Bukovine et dans la Gallicie, où elles seraient

bien mieux à même de couper l'armée russe et d'intercepter toute communication entre l'armée et la réserve russes? La Transylvanie du côté de la Valachie et de la Moldavie est une forteresse que la nature y a posée. En débouchant contre l'armée russe, l'Autriche a, en cas de revers peu probables, son point d'appui et sa retraite dans les forteresses naturelles de la Transylvanie, pendant que, sur le Danube, la configuration du terrain lui est toute défavorable. Elle ne saurait ni avancer ni reculer. Elle serait prise entre une population ennemie et la Save, la Drave et le Danube.

Il est donc plus probable que l'Autriche joue, comme toujours, la comédie. Elle fera ce qu'elle a pratiqué avec beaucoup de succès contre la Hongrie. Sous prétexte de réprimer les Serbes qu'elle avait déclarés bandes rebelles et pillardes, elle les avait armés; des officiers autrichiens, envoyés par elle et habillés en Serbes, les ont disciplinés et organisés. Il ne faut pas oublier que les Serbes furent les frères d'armes de Jellachich...

VII

La politique et les ruses diplomatiques se répètent comme se répète l'histoire, en s'élargissant. Le début de la Russie en Pologne fut le même que celui d'aujourd'hui en Turquie. Les armées d'Autriche allaient à la rencontre de celles de la Russie, et le jour où le canon retentit, le partage de la Pologne fut consommé. Les coups de canon furent tout paisibles et inoffensifs : ils annoncèrent la fête du partage.

Le manifeste russe contre la Pologne portait la date du 20 juin 1768. Il ne s'agissait que du protectorat de l'Église

grecque, des nationaux, des coreligionnaires de la czarine et du maintien de l'ordre social contre les niveleurs. La confédération de Bar en Pologne prit à tâche d'abroger les abus aristocratiques qui s'étaient glissés dans la constitution de la république de Pologne (car la Pologne n'a pris en aucun temps, malgré le gouvernement royal et aristocratique, d'autre titre que celui de république). Ceux qui voulurent abroger l'ancien *nie pozwalam* dans les élections des rois, dont la validité serait contestée par un seul noble, furent nommés des confédérés, des niveleurs.

L'armée russe entrant d'un côté, Marie-Thérèse fit avancer ses troupes de l'autre. A l'entendre, ce n'était qu'une démarche médiatrice ayant en même temps pour but de préserver le pays limitrophe des troubles qui avaient éclaté en Pologne. Mais, dès que l'Autriche eut occupé le territoire entre les Carpathes et la rive gauche de la Vistule, et que la Prusse se fut emparée du duché de Posen pour surveiller l'Autriche, celle-ci fut la première à porter le coup qui stupéfia l'Europe.

Marie-Thérèse, que l'on s'attendait à voir attaquer les Russes, lança son manifeste qui apprit à l'Europe « que les rois de Hongrie dont elle tient, comme successeur, la couronne, n'ayant jamais cessé de porter le titre de rois de Gallicie et de Russie Rouge, pays ayant appartenu jadis au royaume de Hongrie, elle réincorpore à son empire la Gallicie et la Russie Rouge « *jure postliminii*. »

Il est vrai qu'on ne savait trop ni où commence ni où finit, soit la Gallicie, soit la Russie Rouge. On prit ce qu'on put prendre.

C'est alors que l'impératrice russe dit à l'ambassadeur du roi Frédéric II : « Il semble qu'il ne faut que se décider à prendre. » Le mot de partage fut lancé. La Russie et la Prusse ne cherchèrent point de titres d'incorporation; ils prirent leurs parts. Marie-Thérèse essuya, en plaignant la pauvre Pologne, une larme qu'elle n'a pleurée que le jour où

elle invoqua l'aide de la Hongrie contre l'Allemagne ; et le partage de la Pologne fut signé à Varsovie en 1772.

La diète polonaise eut beau protester contre cet acte de piraterie éhontée, consommé en sa présence : la Pologne avait disparu de la carte de l'Europe ; un fait accompli ne se refait pas en politique.

Entre le manifeste moscovite et le traité de Varsovie, il y eut un intervalle de troubles et de guerres de quatre ans. Que l'Europe y prenne mesure pour l'Orient !

VIII

Tout ce qui se fait en Orient ressemble absolument aux préliminaires d'un partage. Si nous comparons la situation de la Pologne d'alors à celle de la Turquie d'aujourd'hui, la différence n'est aucunement à l'avantage de l'empire ottoman. La Pologne pouvait compter sur l'obéissance d'une population de la même race, liée au gouvernement par la religion et par la langue. Les Turcs en Europe sont au milieu d'une population slavo-grecque six fois plus nombreuse qu'eux, sans lien de parenté, ni de race, ni de culte. S'il ne s'y manifestait pas, de nos jours, d'insurrections sérieuses, c'est qu'une impulsion nationale manquait, et que la Russie elle-même ne voulait point des mouvements qui auraient pu tourner contre ses intérêts. Sur ce sol dont elle convoite la domination, elle ne veut pas se trouver en prise avec des mouvements : elle veut y apparaître en protecteur, en sauveur !

L'Autriche, de son côté, a plus d'une fois cherché à jeter des troubles en Bosnie, parmi les catholiques contre les Grecs, et parmi les Musulmans contre le gouvernement,

pour se frayer une route à une intervention. Or, il faut savoir que les familles féodales, dans les principautés, sur la rive droite du Danube, au delà de la Save, sont musulmanes, mais point turques. Lorsque les Turcs eurent conquis ces provinces, l'aristocratie croate et bulgare se fit musulmane pour pouvoir opprimer, à titre de serfs, les colons gardant leur foi chrétienne. L'aristocratie est donc slave, comme le peuple; mais elle diffère en religion. Et ici même il n'est pas sans intérêt d'établir une distinction entre les Turcs et les Musulmans. On parle souvent de têtes coupées par les Turcs : les Turcs ne sont pas coupeurs de têtes : ce sont les Bulgares, les Albanais, les Bosniaques devenus musulmans, mais Slaves et non Turcs; et parmi ces races, celles qui sont restées chrétiennes coupent les têtes, comme celles qui se sont faites musulmans; et ainsi sont les Monténégrins.

Le Tanzimat qui a pris les colons chrétiens sous sa sauvegarde a mécontenté l'aristocratie illyro-musulmane. Tous voient donc dans le czar un protecteur, parce qu'ils sont tous Slaves, comme le sont les Russes, parce que l'aristocratie tient plus aux privilèges qu'à la religion, et que le peuple est orthodoxe comme le czar, qui est en outre le chef visible de l'Église orientale. On conçoit dès lors pourquoi l'Autriche n'a pu entraîner la population. Son action se bornait à fomenter des résistances et à alimenter des haines entre les catholiques et les grecs.

Les Russes étant parvenus à prendre la rive gauche du Danube, la mer Noire fut fermée à l'Autriche. Elle cherche donc un dédommagement sur la rive droite. Tenant les côtes de l'Adriatique, elle voudrait prendre pied dans l'intérieur, sachant bien que celui qui est maître des montagnes domine la plaine, et que celui qui tient les côtes devient maître de l'intérieur. Elle n'a jamais renoncé à reprendre les conquêtes que les Turcs ont faites sur la Hongrie, et, même à présent, dans sa position critique, elle pense qu'une extension vers

la Turquie serait bien vue par la Hongrie et lui gagnerait des sympathies parmi les peuples.

IX

Or, il faut savoir que l'empereur d'Autriche, lors de son couronnement comme roi de Hongrie, doit prêter serment de fidélité au peuple hongrois ; et par ce serment il s'oblige, entre autres choses, non-seulement à maintenir toujours l'intégrité du territoire de Hongrie, mais aussi à reconquérir les provinces qui en furent détachées. Si l'empereur François-Joseph s'est dispensé, grâce au glaive russe, de l'observation entière de la pragmatique sanction, les traités de paix conclus entre la maison d'Autriche et la nation hongroise n'en existent pas moins. Et tous ces traités, tout le passé historique de l'Autriche montrent que l'idée d'une expansion de l'Autriche vers la Turquie est héréditaire, et que l'intégrité de la Turquie dans la bouche de l'Autriche n'est qu'une phrase mensongère.

Il y a quelques mois à peine, l'Autriche n'avait-elle pas demandé la remise du port de Souterrina et de celui de Klek ? Voilà comment on comprend l'intégrité. L'Autriche revendique sur ces ports les droits de la république de Venise jadis si puissante, aujourd'hui son esclave. Qui oserait donc douter que le cabinet de Vienne, après avoir demandé des ports, ne rappelât aux Turcs et à l'Europe que François-Joseph a, par la couronne de Hongrie, droit sur la Serbie et sur la Bosnie, ayant appartenu à la Hongrie ? Nous avons vu que le titre de roi de Gallicie et de Russie Rouge était le premier prétexte du partage de la Pologne : pourquoi ne se servirait-il pas d'un titre pareil contre la Turquie ? L'empe-

reur d'Autriche porte constamment le titre de roi de Serbie et de Bosnie, comme il porte celui de roi de Jérusalem. C'est en qualité de grand-woywode de Serbie et de roi de Bosnie qu'il nomme des évêques *in partibus infidelium*.

Pour penser à la conquête l'Autriche n'aura pas attendu le jour où son armée sera entrée en Turquie. Elle y travaille depuis des années. En Bosnie, elle a organisé, à côté de la propagande russo-grecque, une propagande slavo-catholique. L'armée des prêtres catholiques fait le service de propagande contre la Turquie en faveur de l'Autriche, comme la propagande russo-grecque en faveur de la Russie. Tous les catholiques en Bosnie relèvent de l'Autriche. L'évêque de Slavonie, sorti du séminaire autrichien de Vukovar, et en même temps évêque de Bosnie, qui, depuis qu'on a fait de l'évêché de Zagrab ou Agram un archevêché, relève du primat croate. Les nœuds de la propagande slavo-catholique sont entre les mains de l'évêque Strotmayer et de l'archevêque Haulik, comme ceux de la propagande russo-serbe entre celle de Rajachich, archevêque grec de Carlovicz, qui a fait avec le commandant de Serbie, le général Kniçanin, la croisade contre la Hongrie. Il n'y a que la diplomatie à qui de pareilles machinations puissent échapper, parce qu'elles se font au grand jour.

Pendant que l'Autriche prend le rôle du pacificateur, et fait mine de passer au camp anglo-français et anglo-turc, elle fait écrire, sous le titre de *Souffrances des chrétiens monténégrins en Turquie*, par un officier de son armée, le chevalier Lewitschnigg, des romans à épouvanter le monde contre les Turcs, qui ne sont plus maîtres chez eux. De beaux alliés que ceux qui vous peignent comme des anthropophages!

Allez en Bosnie, et vous y entendrez des chansons croates pleines d'insultes et d'accusations contre les Turcs, et l'on vous dira que la source de ces chansons scandaleuses et sanguinaires est à Agram. Il y en a qui en nomment l'auteur,

qui ne serait autre que le fameux général croate Jellachich. Nous ne garantissons point cette paternité, mais nous lui avons connu des enfants qui ont avec ces chansons un grand air de famille. Est-ce que les soldats anglais et français qui vont combattre en Turquie contre les Russes voudraient aussi chanter la mort des Turcs et commencer par exciter les chrétiens contre les musulmans ?

Qui marche avec l'Autriche marche au partage de la Turquie, et veut trahir ou être trahi.

S'allier à l'Autriche, c'est s'allier contre les libertés des peuples, contre l'humanité.

X

Il y a des mystifications et des préoccupations qui caractérisent notre époque et les nations qui se disent les plus grandes de l'Europe par l'ascendant qu'elles exercent sur la civilisation.

Voici deux peuples qui ont en leurs mains les destinées du monde, et auxquelles Dieu même semble avoir confié l'avenir de ses créatures. Ils engagent une lutte dont le résultat, qu'il soit propice aux armes de la Russie ou aux armes de l'Occident, doit infailliblement modifier la situation de l'Europe.

Mais quelle sera cette modification, si l'on n'est pas même parvenu à connaître l'état des choses d'où sort la lutte et d'où doit sortir la modification ? Qu'est-ce que les peuples retireront de cette lutte qu'on dit sainte, si, pour refouler un despotisme, on sanctionne d'avance un despotisme plus hideux, et si, pour empêcher les spoliations de la Russie, on commence par garantir à l'Autriche des spoliations plus

odieuses encore? Les deux nations vont, dit-on, combattre pour la justice, pour la civilisation, pour l'humanité, pour l'intégrité de la Turquie, et par leurs premiers actes elles immolent ces mêmes principes à la duplicité de l'Autriche!

Que l'Autriche méprise toutes les lois de l'humanité, on l'y autorise, pourvu qu'elle se batte en Orient pour le bon droit, qu'elle foule aux pieds en Italie, en Hongrie, en Pologne! Qu'elle dresse des échafauds et des gibets; que, par la confiscation des deniers de pauvres orphelins, elle ouvre une source de revenus à ses finances délabrées; qu'elle prêche hypocritement la tolérance et pratique sourdement la haine; que le *chevaleresque* monarque d'Autriche, tout en annonçant au monde sa clémence, illustre sa fête de fiançailles et de noces par des pendants; que son armée qui, en état de guerre, laisse faire la besogne aux Russes, dresse en pleine paix des potences pour des femmes, dont le gouvernement a peur; qu'importe! On n'y regarde pas de si près si l'on a affaire aux Russes. Pour sauver dix millions de Turcs en Europe du despotisme russe, on laisse opprimer par les Autrichiens trente-cinq millions de chrétiens qui ont le sentiment de leur droit et de la civilisation. On s'humilie à implorer l'alliance autrichienne, avec la perspective et même avec l'obligation de reprendre le rôle de Nicolas, — l'ange égorgeur, comme diraient des âmes pieuses — pour étayer l'odieux édifice du moyen âge appelé la maison de Habsbourg!

XI

L'orage qui s'accumule en Orient n'éclatera pas sans ébranler le monde entier. Mais le danger pour l'Europe n'est ni dans l'autocrate du Nord, ni dans ses bataillons de

machines humaines, qui n'ont pas la conscience des crimes, qu'elles commettent en Turquie, et qu'elles ont commis en opprimant, en saccageant la Pologne et la Hongrie. Le colosse peut retarder la marche des idées et du progrès de l'Occident : il ne l'arrêtera pas. Il est dans les destinées des conquérants de briser les chaînes qu'ils ont voulu river. Ils sont malgré eux les instruments du progrès. Les Russes ne sont Russes qu'à Moscou et dans leurs steppes. Les y refouler dépend de la volonté de l'Occident. Mais le voudra-t-il ? Il n'y a que trop de raison d'en douter : or, si l'Europe doit devenir cosaque, elle ne le deviendra que par la politique du gouvernement d'Angleterre, que par les alliances éphémères et trompeuses dont il est affolé.

Quoi qu'on dise, le gouvernement d'Angleterre se méfie de son allié, l'empereur des Français. Plus il prône l'entente cordiale, plus il flaire un revirement ; plus il flatte Louis-Napoléon, plus il craint le Corse ; plus il lui prodigue des éloges, plus il penche vers sa politique traditionnelle, qui n'est pas du tout francophile. Sa politique sur le continent fut dans tous les temps invariable. Son but est toujours le même : avoir un allié puissant contre la France, à condition que cet allié ne soit pas une puissance maritime.

Cet allié traditionnel, c'est l'Autriche, qui n'existe que par cette politique.

Le cabinet de Saint-James croit que, si le gouvernement autrichien était renversé, il ne saurait remplacer une telle alliance dans l'Europe centrale. Tous les malheurs de l'Europe découlent de cette politique, plus funeste que tous les fléaux d'une invasion moscovite. Cette politique du gouvernement anglais, qui consiste à combattre par tous les moyens l'influence française, qu'elle soit exercée par un Bourbon, par un Orléans, par un gouvernement républicain ou par un Bonaparte, a engendré contre la Turquie le traité de Carlovitz ; c'est à elle que nous devons le partage de la Pologne, l'égorgement de la Hongrie, l'asservissement de

l'Italie, les souffrances de la Belgique dans les siècles passés, et tant de luttes dans la Péninsule ibérique. C'est cette politique qui a détaché du territoire ture la Grèce; qui a mis, selon l'expression occidentale, sous le talon russe la Moldavie et la Valachie; qui va livrer le reste de l'empire ture aux Moscovites, et qui, par une inévitable conséquence, finira par encosaquer l'Europe et John Bull lui-même.

La prédominance russe n'est que le triste effet de cette politique anglaise, née de sa rivalité contre la France. On dira peut-être que tout cela a changé; et que la meilleure preuve en est le dernier traité d'alliance. Mais, il y a quelques mois à peine, souvenez-vous-en donc! l'Angleterre tout entière ne s'occupait qu'à étudier la carte de ses côtes, pour y chercher quelque échancrure, par laquelle un steamer français pût prendre terre pour y établir des batteries. On allait découvrir des vaisseaux français cinglant vers les rives d'Albion qu'on ne croyait plus inabordables à des artilleurs et à des soldats. Si la préoccupation d'une invasion a cessé, la politique d'antagonisme n'existe pas moins.

Nous croyons que le jour arrivera où le peuple d'Angleterre, qui a toujours le sentiment du juste, fera changer ou le gouvernement, ou la politique, ou tous deux ensemble, et renoncera à son idée fixe sur l'alliance autrichienne; ce jour-là, la Russie aura abdiqué ses velléités de prédominance universelle, et l'Angleterre n'aura point à redouter de voir désormais une flotte russe offusquer ou ébranler sa force maritime. Au lieu d'une Autriche, il y aurait une Allemagne, une Hongrie, une Italie, une Pologne, qui ne parviendront jamais à disputer la suprématie navale à l'Angleterre, qui n'aurait donc rien à craindre pour ses intérêts mercantiles. L'Orient serait la source d'un bien-être général, et non l'ancre d'Éole qui menace de précipiter sur l'Europe ses ouragans d'invasions barbares. L'ère des conflagrations ne sera fermée que quand l'Angleterre aura abandonné sa politique à double face, qui convient aussi

peu à un gouvernement parlementaire qu'elle est naturelle dans les gouvernements absolus.

XII

La peur des innovations et la terreur du spectre révolutionnaire ont fait que les bourgeois, les marchands retirés, les entremetteurs, les parvenus, furent pris du singulier engouement de s'affubler du nom de *conservateurs* : il est, depuis, de mode de se donner des airs de seigneur russe, et l'on voit des gens qu'on mène en Russie avec le knout, et en Autriche avec le bâton, présenter la Russie comme le soutien inébranlable de l'ordre social en Europe. Si bien que lorsque la seconde invasion russe eut, en comprimant la Hongrie, rasé le dernier rempart qui pût barrer le passage du Danube, l'Europe, étourdie par les vociférations d'une presse adulatrice, s'est habituée à adorer dans l'empereur Nicolas le glorieux pacificateur du monde et le protecteur puissant et désintéressé de la paix, ignorant que la Russie ne peut être ce qu'elle est que par la guerre.

D'un extrême on tombe dans un autre. On passe de mystification en mystification, de jugements absurdes dictés par la passion du moment en des erreurs plus absurdes encore. Il n'y a donc, au milieu d'une telle aberration générale des esprits, rien à espérer dans l'intérêt de la civilisation, si le gouvernement anglais ne renonce pas à ses vieux préjugés, et si toute l'Europe ne se laisse pas pénétrer de ce sentiment que le droit et la justice doivent passer avant tout.

Le continent ne voit engagés dans la guerre d'Orient que les intérêts mercantiles de l'Angleterre; rien qu'une lutte sur la prépondérance russe ou anglaise en Orient. Le gou-

vernement anglais, de son côté, s'est embourbé dans la vieille ornière de sa politique. Il met tous ses soins à se réconcilier, même à cajoler l'Autriche, pour l'entraîner dans l'alliance antirusse; mais, par cela même, il se rend suspect, il avoue qu'il n'y a pour lui, dans la question d'Orient, ni juste ni injuste, ni bien ni mal, ni crime ni vertu; il n'y a que des intérêts, non pour les peuples, non pour l'Occident, mais contre la Russie. Cependant, le point de vue d'où part la politique anglaise dans l'appréciation d'une rupture entre l'Autriche et la Russie, elle ne l'a pas puisé dans la question d'Orient; c'est tout simplement la continuation de son machiavélisme traditionnel : or, en voici toute la portée. L'Angleterre, étant en guerre avec la Russie, doit avoir un allié contre la France : l'Autriche, aux prises avec l'Angleterre, cesserait de jouer ce rôle. La comédie est toujours la même; le temps seul et les noms des acteurs ont changé. Le gouvernement anglais appréhende un revirement de l'entente cordiale française, et cette terreur lui fait reprendre sa politique à double face.

XIII

Depuis le traité austro-prussien, les diplomates anglais, et avec eux tous les messieurs de la diplomatie et de la bourse, ont l'air de croire que toute l'attitude de l'Autriche est débrouillée, et que la convention conclue à Constantinople, d'après laquelle l'Autriche occupera l'Albanie et le Monténégro, est tout au moins une alliance contre la Russie. Il faut convenir qu'en fait d'appréciation des négociations avec l'Autriche, on se montre peu difficile.

Si l'on prétend que l'Autriche est d'accord avec les puis-

sances alliées, pendant que la Prusse incline vers la Russie, quelle importance peut avoir le fameux traité austro-prussien ? Ce traité, avec toute son annexe, n'est donc qu'une tricherie. L'annexe dit : « Une action offensive et défensive de la part des deux parties contractantes serait toutefois occasionnée, d'abord, par l'incorporation des Principautés, ou par une attaque, ou par le passage des Balkans. »

Cette annexe, fût-elle même la base ou l'annexe d'une quadruple ou quintuple alliance, et signée mille fois, n'est qu'une mystification. Où serait donc la fameuse doctrine de l'Angleterre, qu'une invasion à main armée n'est pas une guerre ? Aurait-elle donc oublié son principe que l'occupation de deux vastes provinces n'est pas une incorporation ? Si donc, ni l'Autriche, ni la Russie ne bougent, que dira l'Angleterre, elle qui, après que les Russes eurent franchi le Pruth, a posé en principe l'ingénieuse doctrine que : « envahir un pays les armes à la main, n'est pas un cas de guerre, n'est pas une incorporation ? » L'Autriche pourra bien, suivant le même principe, se passer de l'exécution d'une clause qui, d'après la doctrine que l'Angleterre a inventée le lendemain de l'occupation des Principautés, n'oblige à rien.

Cette doctrine ne pourra donc être combattue ni par l'Angleterre, qui l'a inventée et en a fait une règle, ni par la France, puisque le *Moniteur français* vient de nous apprendre que l'occupation de la Grèce étant décidée, *la France et l'Angleterre ne déclarent pas la guerre à la Grèce*, mais veulent seulement soustraire le gouvernement hellénique à la funeste influence à laquelle il a cédé, et lui faire une dernière chance de salut.

La Russie, en occupant les principautés danubiennes, qu'a-t-elle déclaré ? Que cette occupation n'est que provisoire, qu'elle n'est qu'une mesure comminatoire et coercitive, un gage du redressement de ses griefs. Le cas est donc le même, la doctrine ne diffère pas. Et, selon cette doctrine mise en pratique par tous les partis, à l'Autriche et à la

Prusse seules il appartient d'interpréter la portée de leur traité, dont l'exécution aboutira à une guerre, non pas contre la Russie, mais contre la France et contre l'Angleterre.

Ceux qui ne comprennent pas l'intérêt que la France a dans la question d'Orient à la veille d'une solution, le comprendront par les effets de la politique anglaise.

XIV

L'alliée de l'Angleterre fut dans tous les temps l'Autriche; la Turquie est l'ancienne alliée de la France. Pour affaiblir la France, l'Angleterre médita l'abaissement de la Turquie. Elle, qui voudrait aujourd'hui, ou qui fait semblant de vouloir relever la Turquie de son abaissement, pour arrêter la Russie dans sa marche, c'est elle qui est la cause principale de cet abaissement. C'est l'Angleterre, jalouse de l'influence française en Orient, qui a amené le traité de Carlowitz, conclu en 1699. De cette époque datent la perturbation de l'équilibre politique en Orient et le renversement du droit public d'Europe. C'est là qu'on a érigé en système la spoliation des droits souverains. C'est là que l'Angleterre a signé le démembrement de la Turquie. La mer d'Azow fut ouverte aux Russes. Les pauvres Turcs, cédant à l'intervention anglaise qui ne visait qu'à porter de rudes coups à la France dans son allié le Grand Turc, ne comprirent l'importance de la place d'Azow, qu'ils avaient cédée au czar Pierre I^{er}, que lorsque son ambassadeur eut apparu au port de Constantinople, suivi d'une escadre de vaisseaux de guerre. Ce n'est qu'alors que la Porte Ottomane comprit qu'elle avait perdu l'empire sur la mer Noire, et que la *Corne d'or*, avec l'an-

cienne Byzance, est ouverte au peuple blond qui, selon la prophétie, doit entrer par la Porte d'or, que dans sa croyance fataliste, elle a fermée par un mur.

Cette politique anglaise ne s'est jamais démentie. Il ne s'agit pour elle ni d'une nouvelle ou ancienne dynastie en France, ni d'un gouvernement absolu, parlementaire ou démocratique, mais invariablement de la France elle-même. La France lui porte ombrage, et par suite, chaque peuple qui se rallie à la France.

De la médiation anglaise en Orient date l'agrandissement de la Russie. Le mobile anglais fut toujours le même : affaiblir la France et ses alliés. Le même mobile a livré la mer Noire aux Russes. La jalousie anglaise envers la France a compromis plus d'une fois les intérêts de l'humanité en Orient.

XV

L'intervention anglaise en Orient a préparé le partage de la Pologne, le démembrement de la Hongrie, comme le suicide de Venise. La vaillance vénitienne à Candie ne profita qu'à l'Autriche et aux Russes. Les Turcs n'y eurent que leur premier Navarin, et Venise, l'ancienne reine de l'Adriatique, ne réussit qu'à tendre le cou au joug des Habsbourg. Mais il convenait à l'Angleterre que les vaisseaux portant pavillon de Saint-Marc disparussent des mers. Devant les lagunes, il ne flotte plus que des galères, qui ne font pas ombrage à la marine anglaise. Dans l'histoire, on discute souvent les faits sans sonder les mobiles, sans remonter aux sources. Quelque page que nous ouvrions dans l'histoire d'Orient, nous rencontrerons partout la même source, partout la même politique anglaise, qui n'a point changé de nos jours, malgré l'alliance anglo-française.

Cette même politique sut entraîner le héros Jean Sobieski dans une guerre opiniâtre contre les Turcs, alliés de la France. Elle s'est ralliée aux jésuites et à l'Autriche. Sobieski, séduit par des instigations jésuitiques, épuise ses forces en faveur de l'Autriche — l'alliée de l'Angleterre — pour acheter l'alliance des Russes et pour se priver de son dernier allié, la Hongrie. Il affranchit l'Autriche du tribut dû aux Turcs, pour rendre la Pologne tributaire de la Russie. Il délivre Vienne et cède Smolensk, Tschernigow, Nowgorod, Kiove, la Petite Russie et les Cosaques zaporogues à la Russie. Pour ne pas être tributaire des Turcs — alliés de la France, — l'Angleterre le conduit à se faire tributaire des Tatars, qui ne pouvaient être ni les alliés de la France ni les ennemis de l'Autriche. Il barre le chemin aux Turcs devant Vienne, et ouvre les frontières de la Pologne aux Russes et aux Autrichiens. Instrument de la politique anglaise, il se fait le fossoyeur de sa patrie.

Le cabinet de Saint-James a, dans le même but d'affaiblir la France, sinon dans elle-même, au moins dans ses alliés, fait démembrer, à Carlovicz, la Hongrie. Les Russes ont compris cette politique et en ont profité. C'est alors que l'Angleterre, entraînée par sa politique, leur ouvrit la mer Noire et les frontières de Pologne. En 1849 elle leur permit de prendre, à Világos, les clefs de la vallée du Danube. La politique traditionnelle du gouvernement d'Angleterre, tout en jouant le libéralisme, n'a voulu que relever l'Autriche de sa chute, et elle n'a servi que l'autocrate.

L'œuvre de la politique anglaise, le traité de Carlovicz, rallia autour de la tiare du pontife russe toutes les ouailles de l'Église orientale. La papauté russe n'a reçu toute sa signification que par la politique anglaise. En 1849, l'invasion russe en Hongrie, consentie par le gouvernement anglais, a fait du pontife russo-grec le czar de tous les Slaves. La tiare du pontificat russe sur toutes les ouailles de l'Église d'Orient est donc, ainsi que le sceptre sur tous les Slaves,

un don involontaire de l'Angleterre. Si le czar est maître de cent trois millions d'âmes, c'est à cette politique qu'il faut s'en prendre.

Que de nationalités sont privées de leurs places au soleil par cette politique ! Voyez ! l'Angleterre protestante soutient la guerre contre l'Allemagne protestante ! Elle permet et encourage la traite des hommes libres et éclairés, des pasteurs protestants en Hongrie. Ferdinand II vend au roi de Naples, à raison de cinquante écus chacun, deux cent cinquante pasteurs protestants pour traîner les galères. Lorsque l'allié de l'Angleterre livre les protestants au bûreau, celle-ci se borne au rôle de spectateur indifférent. La Russie, elle, n'a jamais trahi ses coreligionnaires !

Bien qu'on prétende que ce furent les intérêts de la politique mercantile qui ont poussé l'Angleterre à l'abolition de l'esclavage et de la traite des nègres, — parce que cette abolition va l'enrichir par les Indes, qui livrent déjà à l'Europe les produits qu'elle tirait des pays tropicaux, condamnés à l'inactivité par le manque de travail des nègres, — au moins a-t-elle, en servant la boutique, posé un grand acte d'humanité. Sa politique marchande est donc plus humaine que sa politique d'alliances, ou, comme on dit, d'équilibre européen. Celle-là a supprimé la traite des nègres, mais celle-ci a permis la traite des blancs, et ces blancs étaient des coreligionnaires. Celle-là respecte le droit d'homme dans le nègre sur l'autre hémisphère, celle-ci le méconnaît jusque dans ses propres fils ; et elle ne réclame pas lorsque l'Autriche les met, en plein hiver, à la porte et en prison. On crie à la violation des lois humaines, si dans l'autre hémisphère quelqu'un ramène un nègre échappé ; mais des pendants en Autriche ne comptent pour rien. Lorsqu'on pille et dévaste des pays entiers, lorsqu'on fait mourir de faim et dans les prisons des hommes qui vouèrent leur vie à l'humanité, à l'affranchissement de leur pays, qui ont fait un rempart contre ces mêmes Moscovites

avec lesquels on est maintenant brouillé, on ne dit mot. La vie de millions de citoyens pèse moins que l'argent de don Pacifico.

XVI

Contre la Russie, l'Angleterre ne se montra jalouse que lorsque l'empereur Alexandre prit une part décisive à l'organisation constitutionnelle de la France. Les rumeurs qui avaient pris une certaine consistance après la *mort subite* de l'empereur Paul, par laquelle furent interrompues les négociations entre l'empereur Napoléon I^{er} et l'empereur Paul, pour une alliance offensive et défensive contre l'Angleterre, ces rumeurs n'ont, selon nous, d'autre source que des pamphlets; aussi ne parlerons-nous que des rivalités aux jours de la restauration.

L'empereur Alexandre exerçait une influence dans le sens des *idées libérales*; l'Angleterre, qui semble s'être adjudgé le monopole de la propagande des libertés constitutionnelles, joua au contraire un *rôle réactionnaire*. Par exemple, la déclaration de l'égalité des cultes parut au gouvernement anglais une absurdité, bien que cette égalité ne pût, en France, tourner qu'au profit des protestants, partant des coreligionnaires de l'Angleterre. Au gouvernement anglais tout parut entaché d'une empreinte révolutionnaire. Cette conduite serait inconcevable, si la politique ne l'expliquait pas. L'Angleterre, se rappelant les négociations de Napoléon avec la Russie, redoutait la conclusion d'arrangements commerciaux qui eussent été favorables aux intérêts de ces deux pays et auraient fini par les rapprocher politiquement. C'est alors que les hommes d'État d'Angleterre dirent : « Ne nous occupons point des vanités de l'empereur

Alexandre, notre malheur est que Bonaparte existe encore.»

On aurait pu croire que le congrès de Vienne eût calmé l'ancienne jalousie de l'Angleterre vis-à-vis de la France. Il n'en fut rien. Le traité de Vienne porte l'empreinte de la terreur excitée d'un côté par la France et par le bonapartisme, et de l'autre par les révolutions.

Et pourtant, de ce fameux traité dirigé surtout contre la France, que reste-t-il aujourd'hui ?

Le gouvernement ottoman devait s'étendre sur l'ancien Hellas : on en a fait un royaume indépendant sans frontières naturelles, non dans le but de lui assurer une vie sociale propre, mais pour travailler au démembrement de la Turquie, dont on prêche aujourd'hui l'inviolable intégrité. A Navarin, les Anglais n'ont pas fait défaut. Serait-ce par respect pour l'intégrité de la Turquie et pour l'intérêt de l'alliance franco-turque qu'ils ont brûlé la flotte turque et glorifié les Grecs ?

Entre la France et le port d'Emden, on avait rayé le nom belge et fait de son territoire une partie du royaume de Hollande. La marine hollandaise prit du développement, ainsi que le commerce d'Anvers et l'industrie belge. Le gouvernement d'Angleterre, par lord Ponsonby, fit de son mieux, — non par amour de l'indépendance nationale et des droits imprescriptibles du peuple belge, mais par un peu de jalousie, — pour que l'article relatif à la Belgique fût rayé du traité de Vienne, comme la Belgique l'avait été de la carte de l'Europe.

En Espagne et en Portugal devait prévaloir la loi salique ; l'Angleterre, pour accroître son influence dans la Péninsule, a fait asseoir des femmes sur les trônes de ces pays.

Il devait exister un royaume de Pologne, une république de Cracovie ; mais les Polonais sont les Français du Nord, sympathiques à la France. L'Angleterre laissa donc rayer de la carte de l'Europe le royaume de Pologne, comme la république de Cracovie.

Le cabinet anglais souhaitait la prépondérance de l'Autriche en Allemagne, mais elle ne se souvint plus des engagements pris pour l'établissement d'une représentation nationale ; le Bundestag et les baïonnettes autrichiennes lui convinrent mieux. Le fil rouge qui fait la trame dans cette politique est toujours la jalousie et l'envie contre la France. Si on ne peut lui porter quelque coup, il faut l'isoler.

Le gouvernement anglais veut faire des alliances contre la Russie avec tout le monde ; mais si ces alliances ne sont pas dans la nature et dans la logique des droits, elles ne peuvent être que momentanées. Pour mater la Russie, pour la renfermer dans ses limites, il ne suffit ni d'alliances contre nature, ni même de batailles, que, d'ailleurs, on peut perdre aussi bien que gagner.

Est-ce que les flottes et les armées d'Angleterre et de France feront éternellement le métier de gardes-frontières, pour empêcher les peuplades de la Russie de fondre sur l'Europe ? Gagnez cinquante batailles, et prenez même Moscou, vous n'aurez pas tranché la question d'Orient ; vous n'aurez fait que l'ajourner, vous n'aurez que reculé la catastrophe dont l'Europe est menacée. Le rétablissement des anciens boulevards contre lesquels se sont brisés les flots de Mongols, de Tatars et de Turcs, peut seul préserver l'Occident de l'invasion des barbares.

En briguant l'alliance austro-prussienne, vous éloignez de vous la Pologne. Comment pourrait-elle vous témoigner de la confiance, si vous vous liez à ses oppresseurs ? Rappelez-vous que le czar n'a, depuis 1831, rien négligé pour faire une province russe de la Pologne, qui, en 1848, n'a pas même essayé de revendiquer son indépendance ; qu'en 1846, les paysans de la Gallicie, la plupart ruthènes, se considérant Russes plutôt que Polonais, ont répondu à l'élan patriotique de la noblesse par le cri : « Assommez les Polonais ! » Est-ce que vous vous imagineriez que les Polonais du duché de Posen pourraient jamais marcher à côté des

Niemiec (Allemands), qu'ils regardent comme hérétiques, contre les Russes qui sont Slaves ainsi qu'eux, et contre leurs nationaux mêlés aux Russes ; ou bien que Cracovie aille se battre pour l'Autriche ? Ah ! s'il s'agissait du rétablissement de la Pologne, l'ancienne république de Cracovie et le duché de Posen seraient les premiers noyaux d'où sortiraient les aigles blanches de la république de Pologne. Si vous parvenez à mettre la Prusse et l'Autriche contre la Russie, la Pologne se méfiera de vous, et la Gallicie et le duché de Posen feront comme la constituante de Francfort pour arriver à l'unité de l'Allemagne. Si le roi de Prusse n'a pas osé prendre la couronne que l'Allemagne lui avait offerte, Nicolas ne laissera point échapper la bonne occasion de se rallier toute la Pologne par la réunion des débris de la vieille Pologne. Il ne faut point oublier que Catherine II a pris pied en Pologne par les confédérations, et que, dans ce moment-ci, il y a un parti russe qui travaille auprès du czar au rétablissement de la Pologne, ce qui vaut mieux pour elle que toutes les hypocrisies autrichiennes. Par des alliances incompatibles, on amène l'union de tous les peuples slaves et la réconciliation des Polonais avec les Russes. Devant l'ennemi commun, les frères qui se haïssent les uns les autres oublient leurs rancunes et leurs haines. Vous avez devant vous l'exemple des Grecs. Héros hier, pirates aujourd'hui, peu importe, nous ne prenons que le fait. Au lieu d'en avoir su faire des alliés, vous en avez fait des ennemis.

La jalousie anglaise et la vanité française sont de mauvaises conseillères. C'est par vanité que la France est allée affaiblir son ancien allié, le Grand Turc ; après s'être faite l'auxiliaire de la politique anglaise contre elle-même, elle va servir aux mêmes intérêts en voulant conserver un État qu'elle avait mutilé et énervé contre ses propres intérêts, et qui n'est plus viable si l'on veut conserver l'Autriche. La Turquie une fois affaiblie, la Grande-Bretagne n'a voulu

faire de la Grèce qu'un État faible. De là le sort lugubre de Patras. État robuste, la Grèce aurait pu, pour la France, remplacer la Turquie. Le but de l'Angleterre contre la France était atteint; mais sa politique n'a servi que la Russie. La même politique alla jusqu'à faire intervenir les Russes en Égypte, comme dernièrement en Hongrie. La France, en réalité, n'a plus d'allié en Orient, et le rôle de garnisaire qu'elle y prend en ce moment même, bien loin de barrer le chemin à la Russie, va le lui frayer et le lui aplanir.

Les populations grecques, toute la Valachie et la Moldavie relèvent désormais de l'autocrate. Prenez garde de jeter aussi toutes les populations slaves de la Turquie, de l'Autriche et de la Prusse entre les bras de la Russie! La politique que vous suivez est le moyen le plus sûr pour que la Pologne et même la Hongrie — malgré sa nationalité menacée — se rapprochent de la Russie, qui peut d'ailleurs tendre la main aux peuples allemands et à l'Italie! Vous dites vous-mêmes que la main du czar ou son or se voit déjà dans le Portugal et dans la Sicile...

XVII

Le préjugé du gouvernement anglais, qu'au milieu de l'Europe, l'Autriche seule peut être son alliée contre la France, et l'axiome de l'ancienne Grèce, « que celui qui est maître de la mer est maître du continent, » expliquent toute la politique anglaise. Les Anglais ont toute la ruse des anciens peuples qui dominèrent sur les mers. Envieux et implacables envers tout État qui croît et prospère, ils ne cherchent qu'à l'abaisser pour dominer plus sûrement, pour

exercer une espèce de monopole sur les mers et partant sur le commerce. Aujourd'hui, c'est la Russie trop puissante et trop gênante qu'on tâche d'ébranler. Les allures hostiles de l'Angleterre n'ont donc leur origine ni dans les exigences exorbitantes de la Russie, que l'Angleterre avait naguère fort complaisamment conseillées et aiguillonnées, ni dans l'absolutisme ou l'intolérance russe, mais dans le progrès des forces navales de la Russie. En confessant à l'Angleterre qu'elle avait hâte d'exécuter les projets de l'empereur Pierre le Grand, dont l'exécution compromet la domination de celle-ci sur les mers, la Russie lui a donné l'éveil.

La politique anglaise se dessine à chaque page de son histoire. La France bonapartiste la doit connaître. Après que les confédérés furent entrés en France, l'Angleterre exigea que les questions de droit maritime ne fussent pas même mises en discussion, et l'Europe, qui allait prendre des mesures pour établir un équilibre politique renonça à un équilibre maritime. La persévérance de l'Angleterre réussit toujours à faire coopérer à la réalisation de plans et d'intérêts purement mercantiles des nations qui se devraient méfier d'elle, au moins autant que de leurs ennemis. La Russie veut dominer sur Constantinople, et l'Angleterre, de son côté, ne veut nuire à la Russie que pour arriver à une attitude dominatrice au Bosphore et dans les Dardanelles, pour fonder une factorerie de plus, pour consolider la nouvelle route qu'elle se trace vers les Indes.

Les Russes, il le faut avouer, profitent mieux de l'enseignement de l'histoire que tout autre peuple. Ils savent qu'il y a environ trois mille ans, Xerxès porta la guerre dans la Grèce, qui ne dut son salut qu'à ses forces de mer. Si elle fut délivrée du joug qui lui avait été préparé par les Perses, c'est qu'après que les Perses eurent été vaincus par la flotte formidable des Athéniens à Salamine, il ne leur fut plus possible de faire une descente sur les côtes du Pé-

loponèse, pendant que leur armée de terre assiégerait le détroit de Corinthe. Xerxès se hâta de repasser en Asie. La faute de Xerxès ne sera point commise par les Russes. Ils laissent leurs flottes dans l'inactivité, plutôt que de les risquer. D'ailleurs l'inactivité des vaisseaux russes paralyse les flottes des alliés. Par cette inactivité des forces navales, la maxime politique des anciens Grecs, qu'ont suivie les Romains et que les Anglais ont adoptée, non sans raison, devient inutile, comme au temps des barbares qui, après la ruine de l'empire romain, fondèrent des États sans avoir besoin de la mer, soit pour étendre soit pour conserver leurs conquêtes. Les alliés devraient se rappeler que ce ne sont pas des forces navales qui ont fondé l'empire russe ni l'empire d'Autriche, que celui-ci n'a pas même de marine, et que pourtant il existe au milieu des peuples les plus hétérogènes. La Russie n'a pas créé une marine pour défendre son territoire, mais pour ravir aux Anglais la domination des mers. La marine russe n'est que la preuve matérielle de son arrière-pensée d'agression.

On prône toujours l'équilibre européen. Où est donc cet équilibre? Il suffit de jeter les yeux sur la carte d'Europe pour reconnaître que, la Russie y possédant, à elle seule, plus de surface que tous les autres États ensemble, l'équilibre sur terre est en son pouvoir, comme celui sur mer réside à Londres. L'Europe est dans un cercle vicieux. La balance des pouvoirs n'existe ni sur terre ni sur mer.

De même que les anciens Grecs considéraient la mer qui les séparait de l'Asie comme une barrière naturelle contre les formidables armées du roi de Perse, il est naturel que les Anglais surveillent bien la leur, autant vers le Sund que vers le Bosphore; mais comment pourrait-on, avec la marine la plus redoutable, décider du sort d'une guerre russe? Le *Free-trade* voudrait-il anéantir le commerce russe? Supposons qu'il voulût faire de l'empire russe un autre Céleste-Empire. Voici les navires anglais qui font sur

mer l'office de murs chinois; mais un blocus de la mer Noire ou de la mer Baltique n'est point un blocus du Pirée, comme un bombardement de Cronstadt n'est point un bombardement de Mogador. Le blocus de la Russie finirait par ruiner ceux qui l'établiraient.

On peut préméditer des attaques sur Revel, sur Cronstadt, sur Odessa et sur Sébastopol; la question d'Orient n'aura pas changé. Le succès d'une guerre contre la Russie ne dépendra jamais de la supériorité des forces maritimes. Le vaste continent russe n'est point coupé par des mers; celles où la Russie a accès sont à son service sans pouvoir menacer son existence. Il ne faut pas confondre des colonies d'outre-mer avec un vaste empire continental. Les établissements anglais en Amérique, en Asie, en Afrique, en Australie sont pour l'Angleterre ce que la Grèce, Carthage et l'Espagne étaient pour la république romaine. Les forces maritimes sont le seul lien qui les attache à la Grande-Bretagne; si ce lien est affaibli, si ces forces prennent une autre destination, ces établissements sont nécessairement perdus pour elle. La prise d'un port de mer peut compter partout pour une bataille décisive, partout, hormis en Russie. Il ne faut pas oublier que les Romains ont pu asservir les îles de la Méditerranée, triompher de l'Espagne, de Carthage, de la Grèce, et affermir leur empire sur l'Asie, et que ce ne fut point une puissance maritime qui coupa la communication de Rome avec ses provinces, et lui disputa ses conquêtes. Le coup mortel fut donné à la puissance romaine par les barbares qui n'avaient pas de flottes, comme en eut Rome.

L'inactivité de la flotte russe, tant sur la mer Baltique que sur la mer Noire, ne cause à la Russie aucune perte; mais elle oblige à l'inactivité les flottes alliées. Le rôle de gendarmes sur mer n'a pas seulement l'inconvénient des petits désastres, comme celui du *Tiger*, mais aussi le lourd fardeau de frais et d'avaries énormes, avec la ruine du commerce

et les crises qui en sont les conséquences. Les vents, les brouillards, les bancs de sable, les écueils, ne sont pas pour la Russie de mauvais alliés. Qui sait si un historio-
graphe futur n'écrira pas, de vos flottes, ce qui a été écrit
de la flotte invincible de Philippe II dissipée par le vent :
« *Afflavit ventus, et dissipavit?* »

XVIII

Quoi qu'on dise, c'en est fait de l'intégrité et de l'indépendance de la Turquie. Le musulman a le pressentiment de la chute de l'empire turc en Europe ; il se méfie de l'alliance anglo-française, et la croyance fataliste l'engourdit. La prédiction lugubre : « Le peuple d'Ismaël ne régnera à Stamboul que quatre cents ans, » retentit dans ses oreilles, et il croit que c'est sa prédestination. La carrière de ce peuple noble et honnête est finie en Europe. Il l'a ébranlée à son arrivée, et il l'ébranlera à sa sortie. Depuis des années il s'y prépare. Les Turcs qui ont de la fortune se font enterrer sur l'autre rive du Bosphore, de peur que leurs os ne soient un jour foulés aux pieds du peuple blond qui va entrer à Constantinople par la Porte d'or. Leurs habitations sont en Europe, leurs tombeaux de l'autre côté du Bosphore, dans l'Asie Mineure.

Dès que les nations commencèrent à avoir conscience de leur droit, et que les sultans préférèrent le repos et les délices de leur harem à la gloire des armes, l'intégrité de la Turquie a cessé d'être un article de foi. Si le gouvernement anglais n'a pas encore rayé de son catéchisme diplomatique l'article de cette intégrité, il n'y croit plus. S'il y croyait, il ne rechercherait pas l'alliance de l'Autriche, qui cherche

le partage. Cette alliance contre nature fait penser que l'Angleterre n'a garanti l'intégrité de la Turquie que dans la crainte que sa part du butin ne fût un dédommagement insuffisant des pertes que la Russie pourrait lui faire éprouver un jour.

Et d'ailleurs, qui pourrait avoir confiance dans un traité par lequel les alliés prétendent garantir l'intégrité et l'indépendance de tout un vaste empire, lorsqu'on les voit décliner la simple caution d'un emprunt relativement insignifiant, qui ne serait contracté que dans le but de cette intégrité?

Briguer l'alliance des Habsbourg et garantir l'intégrité de la Turquie, sont des choses incompatibles. Si le gouvernement anglais n'avait d'autre but que le maintien de l'intégrité de la Turquie, aurait-il essayé, comme il l'a fait, il y a peu d'années, de forcer la Turquie à céder les Principautés à la Russie? Aurait-il détaché la Grèce et brûlé la flotte turque à Navarin? On dit même que la *révision de la carte de l'Europe*, dans laquelle on détache la Bosnie pour la donner à l'Autriche, serait le projet de lord Palmerston...

L'intervention de l'Angleterre en Turquie a toujours été aussi funeste aux Turcs que celle de la Russie.

XIX

L'autocrate des mers dispute à l'autocrate du continent le plus beau port de l'univers, le Bosphore, joignant la Propontide au Pont-Euxin, l'Asie à l'Europe, trois mers et trois mondes qui s'unissent devant Constantinople. En présence d'un si riche butin, pas de transaction possible! aussi

la correspondance secrète sur le partage futur n'a-t-elle pu aboutir.

Et qui connaît la pensée et les intentions de l'empereur des Français ? Les châteaux du Bosphore et des Dardanelles seraient-ils moins une clef aux mains des Français qu'aux mains des Anglais ? Qui fait des coups d'État à l'intérieur, en peut faire à l'extérieur. Si on tient le Capitole, on est tenté d'avoir le Vatican. Qui se rend maître du Tibre peut ambitionner le Bosphore. La France incline toujours à faire l'apothéose de ceux qui lui font savourer un peu de gloire et d'éclat. Si Napoléon disait : « D'une main je tiens l'Orient, de l'autre l'Occident, » quel Français n'oublierait le 2 décembre ?

L'histoire ne fait pas toujours la part belle aux interventions. La papauté qui râle ouvre le Vatican, l'Islam aux abois ouvre la Corne d'or. On ne peut pas toujours intervenir pour un pape mourant ou pour le Grand Turc agonisant. Napoléon s'est emparé de la clef de Saint-Pierre, qui oserait affirmer qu'il ne s'emparera pas de celle de Sainte-Sophie, tout en y laissant le croissant, comme il a laissé au pape sa tiare ? Sauveur en France, sauveur à Rome : pourquoi pas sauveur à Constantinople ? Cela n'est pas d'un petit rapport... Napoléon le Grand n'a-t-il pas dit : « Les grands noms ne se font qu'en Orient ? » et ne fut-il pas tenté d'aller offrir ses services à Selim III pour y chercher un grand nom, en disant, après le siège de Toulon : « La vieille Europe m'ennuie ? »

Depuis que la France a prêté les mains au démembrement de la Turquie, son désintéressement n'est pas moins suspect que celui de l'Angleterre. Il serait incompréhensible qu'elle se ralliât à l'Autriche, l'ennemi séculaire de la Turquie et de la France, si elle ne se proposait pas de profiter de cette alliance. Qui veut l'intégrité de la Turquie ne peut pas être l'allié de l'Autriche qui veut le partage. L'intégrité de la Turquie ne cesserait d'être une chimère que le

jour où la France dirigerait ses troupes contre l'Autriche, et où l'Angleterre enverrait de son côté quelques vaisseaux dans la mer Adriatique, au lieu de faire, de toute sa flotte, un gendarme aux rives du Sund et du Bosphore.

XX

L'Angleterre ne souffre pas de rivale sur les mers. Elle prête tout appui au despotisme sur le continent, pourvu que le despotisme sur mer ne lui soit pas disputé. *Elle n'en veut pas à l'autocrate du Nord, elle en veut au rival maritime.* L'Espagne, Venise, le Portugal, la Hollande, la Suède, le Danemark sont là pour en rendre témoignage. Les propensions russes ne sont pas chose nouvelle ; l'Angleterre les connaissait de reste par ses correspondances secrètes ; et, s'il se faut détourner avec dégoût des ruses de la politique moscovite, il n'appartient pas au gouvernement anglais de rejeter tout blâme sur la Russie : c'est à l'école de l'Angleterre que la Russie a appris sa ruse.

Est-ce que par hasard, pour dominer sur l'ancien *Fretum Herculis*, les Espagnols ont besoin que Gibraltar soit gardé par les enfants d'Albion ? Faut-il rappeler comment l'Angleterre sut se rendre maître d'un autre Gibraltar, celui de l'Arabie ? L'habileté anglaise vaut d'être mise au jour, aussi bien que celle de la Russie. Le disciple vaut le maître, mais il ne l'a pas encore dépassé.

Gibraltar fut ravi à l'Espagne par ruse et surprise. Aden, enceinte de rochers qui sortent de la mer et qui sont réunis à la pointe méridionale de l'Arabie par un isthme étroit, est une forteresse de basalte, une position imprenable et la clef de la mer Rouge, comme Gibraltar est la clef de la

Méditerranée et de l'océan Atlantique. Un cheik arabe, circonvenu par d'habiles marchands, a vendu Aden à l'Angleterre.

Ruse, surprise, force, argent, aventures même, rien ne fait défaut à l'Angleterre dès qu'il s'agit de prendre pied sur quelque détroit garantissant la domination sur quelque mer.

La ruse et l'argent avaient échoué auprès d'un roi malais, le rajah de Quedah, qui fut souverain de l'île de Poulou-Penang, renommée dans l'Inde pour l'air salubre de ses cimes élevés, pour sa richesse et pour sa beauté. Mais le rajah avait une fille, il suffisait alors d'un capitaine errant à la recherche d'une princesse. Un jeune officier anglais, le capitaine Smith, obtint par l'amour de la fille du roi ce que ni la Compagnie des Indes, ni la diplomatie anglaise n'avaient pu obtenir du père, ni par menaces, ni par les tentations de l'or. Le capitaine épousa la fille du rajah et céda l'île à l'Angleterre. Le mari se contenta d'être le premier gouverneur de l'île, qui fut la dot de sa femme.

L'établissement du cap de Bonne-Espérance est un autre exploit de la politique anglaise. On se rappelle encore la guerre que les colons hollandais et français eurent à essuyer contre les Cafres et les Zoulous amentés par le gouvernement anglais, qui, après avoir pris en 1806 l'établissement abandonné enfin par les premiers colons, ne voulurent pas permettre que les descendants de ceux qui y avaient apporté la culture du blé et de la vigne s'érigent en république indépendante sur un territoire conquis dans le désert d'Afrique au prix de leur sang, et où les Anglais n'avaient jamais mis le pied.

Les Anglais leur prirent d'abord le cap de Bonne-Espérance; et quand les colons, forcés d'émigrer, eurent fondé à l'est une nouvelle république, les Anglais firent alliance contre eux avec les Cafres contre qui ils les défendirent, après les avoir amenés à reconnaître la souveraineté anglaise.

Il va sans dire que lorsque les troupes anglaises marchèrent contre cette république chrétienne dans le désert d'Afrique, la cause de l'humanité et de la civilisation se trouvait du côté de l'Angleterre, comme elle s'y trouve aujourd'hui, qu'elle marche contre la Grèce et contre la Russie, et comme elle s'y trouvera demain, si demain elle s'allie à la Russie contre la France, après être parvenue à brûler la flotte russe.

L'Angleterre ne veut rien du territoire turc ; elle a mieux que cela ; elle a les bourses turques, depuis que Manchester a réussi à étouffer toute industrie turque. C'est tout au plus l'île de Candie qu'il lui faut. Elle se contentera des châteaux des Dardanelles et du Bosphore, de quelque brûlot attaché aux flancs de la Turquie. De la Chine aussi elle n'a pris que Hong-Kong avec des forts contre lesquels viendraient se briser toutes les flottes de l'Empire du Milieu. L'Angleterre n'aspire qu'à des Gibraltars. Hong-Kong est un Gibraltar insulaire à l'embouchure de la rivière de Canton. L'Angleterre aurait pu avoir une province ; le commerce anglais préférerait l'île de Chusan, qui a l'avantage d'une île centrale ; le gouvernement anglais ne voulut qu'un Gibraltar chinois, un rocher et un port.

Où trouve-t-on un détroit dont l'Angleterre n'ait pas tâché de s'emparer ? Où une île, où un rocher avantageusement placés, sur lesquels elle n'ait porté son envie ? Depuis la Manche jusqu'à la mer de Chine, tout détroit est en son pouvoir. Le détroit de Malacca est depuis 1825 anglais. Ce n'est pas un Gibraltar, c'est un canal de navigation entre le monde occidental et l'Indo-Chine ; il unit le golfe du Bengale à la mer de Chine. L'Angleterre a donc presque toutes les clefs des continents ; il ne lui en manque guère qu'une, et c'est la clef de la Corne d'or : un port et un rocher qui relie Malte et Gibraltar. Que la France y veille ! Les Turcs obéissent à leur fatalisme : à qui obéira-t-elle, la France ?

XXI

Personne ne connaît mieux les desseins de la Russie que l'Angleterre. En 1800, la Russie aspira à Malte; par cela même elle trahissait sa pensée de domination sur la Méditerranée. L'Angleterre fit semblant de consentir, justement comme, de nos jours, lorsque le czar lui proposa de partager la peau du lion mourant; elle fit plus, elle consentit par un traité secret que Malte tombât en partage à la Russie; elle cacha ses véritables intentions, comme elle a caché la correspondance avec l'empereur Nicolas. On conçoit dès lors pourquoi ce traité ne fut jamais publié : les deux parties contractantes eurent également honte de le produire. Dans la chambre des communes, le 1^{er} décembre 1800 et le 5 février 1804, Cavendish et Gray ont suffisamment fait connaître ce traité. La Russie envoya dans la Méditerranée son escadre appareillée en Angleterre; mais les Anglais, qui firent croire au roi de Naples que la révolution des Maltais contre les Français n'avait d'autre but que de lui livrer Malte, gardèrent cette île. Maintenant les Napolitains et les Russes attendent qu'on la leur rende, ceux-ci en vertu du traité secret, ceux-là comme une partie du royaume de Deux-Siciles.

On reproche à l'Angleterre de vouloir la guerre, de l'avoir provoquée par tous les moyens, et en outre de vouloir déchaîner sur le continent l'ouragan de la révolution : c'est à tort. L'Angleterre ne veut ni la révolution, ni la guerre; elle craint l'une et l'autre. Son âme, c'est le commerce; son corps, sa marine; son épouvantail, la concurrence. Son acharnement ne se porte que contre les entraves qu'on oppose à son monopole commercial, et contre ceux

qui osent étendre leur marine. Elle a compris que la Russie aspire à des forces navales telles que l'Angleterre en possède, la Russie est donc devenue sa rivale sur mer. Le gouvernement d'Angleterre est russe dans sa politique, comme le czar dans la sienne; mais il n'est ni guerrier, ni révolutionnaire, tandis que le czar est l'un et l'autre.

On a reproché à lord Palmerston d'avoir attisé des brandons révolutionnaires en Italie et en Hongrie. Cependant, c'est lui qui a écrit aux Vénitiens assiégés par les Autrichiens qu'ils n'avaient d'autre salut que la clémence et la miséricorde de leurs anciens maîtres, les Autrichiens. Lors de l'invasion russe en Hongrie, le gouvernement turc voulut faire respecter aux Russes et aux Autrichiens le territoire turc d'où ils ont fait invasion en Hongrie. Le gouvernement anglais leur a recommandé de laisser faire et de ne pas se brouiller avec l'Autriche et la Russie.

XXII

Nous avons dit que chaque conquérant est plus ou moins révolutionnaire. Cependant, à entendre les peureux et les spéculateurs, on eût dit que Nicolas était un conservateur par excellence. Reconnaissez maintenant que le principe de viabilité de la Russie est dans son extension vers le sud, et que chaque extension est marquée par quelque acte révolutionnaire. N'est-ce pas en alimentant les dissensions révolutionnaires, et même en proclamant le principe de l'égalité des cultes, qu'on a préludé au partage de la Pologne? N'avons-nous pas vu la même chose en Servie et dans les principautés moldo-valdaques?

Prenez la carte de l'Europe et de l'Asie, et vous verrez

qu'il faut à la Russie, pour garder ce qu'elle a, quelque Moscou dans le Sud. Aux Romains il a fallu un empire d'Orient et un empire d'Occident, Rome et Constantinople : à la Russie il faut un empire du Nord et un renfort du Sud ; après Moscou, Constantinople. Au nord elle a ses limites ; l'extension gravite donc vers le sud, où sont, selon les poètes slaves, les pieds de la déesse *Slava*. Peut-elle y arriver autrement que par la révolution ? Certainement non ! Il n'y a, entre les révolutions qui sortent du cabinet de Saint-Petersbourg et celles de l'Occident, d'autre différence que celle que la civilisation y apporte. L'Occident fait les révolutions des Droits de l'homme, la Russie les révolutions des races. Son drapeau est la vierge Slavie et la double croix ; en d'autres termes, la religion orthodoxe et la nationalité slave ; sur le drapeau des révolutions de l'Occident, nous lisons : « Liberté, fraternité. » Le but des révolutions russes est la conquête ; celui de l'Occident l'avènement d'une paix universelle.

On ne peut mieux faire ressortir la tendance révolutionnaire de la Russie que ne le fait le testament de Pierre I^{er}. En voici un extrait :

« XII. S'attacher à réunir autour de soi tous les Grecs schismatiques qui sont répandus soit dans la Hongrie, soit dans le midi de la Pologne ; se faire leur centre, leur appui, et établir d'avance une prédominance universelle par une sorte de royauté ou de suprématie sacerdotale. Ce seront autant d'amis qu'on aura chez chacun de ses ennemis. »

Bien que rien ne prouve l'authenticité de ce testament, il n'en est pas moins une pièce de la plus haute importance. Il est connu à la cour de Saint-Petersbourg depuis le ministère de Potemkin. Ce fut probablement cet habile ministre qui résuma la politique de Pierre I^{er} dans ce testament et y mit l'auréole du grand czar. Le fait est que la maison des Romanow ne s'en est jamais départie. Elle ne s'est pas

bornée à s'attacher tous les Grecs orthodoxes et schismatiques, elle a réuni autour d'elle les panslaves. La guerre de Hongrie en est la preuve.

Il n'y a peut-être pas d'église orthodoxe grecque en Hongrie où l'on ne trouvât des vêtements d'église ou des vases sacrés provenant du pape russe, l'empereur Nicolas. Ce sont autant de saintes reliques, d'objets de vénération particulière. D'ailleurs, dans toutes les églises d'Orient, les prières pour le czar font partie du rit. Ajoutez-y que tous les Grecs orthodoxes ou schismatiques, ou, comme on les appelle à Rome et en Autriche, Grecs unis ou non unis, ont le rit russe et ne s'en écartent jamais.

Dans toute l'Europe on date de l'ère chrétienne, d'après le style nouveau ou calendrier grégorien. Les Russes ont le calendrier du vieux style, dit calendrier Julien ; ils en font un article de foi. Leurs coreligionnaires en Autriche, unis et non unis, au nombre de huit millions, faisant à leur tour du calendrier une affaire de religion, repoussent le calendrier adopté par toute l'Europe. Ils ont le calendrier russe. Une vieille loi de Hongrie les obligeait à l'abandonner ; mais les gouvernements autrichiens, cherchant dans tous les temps à entretenir les haines de races et de religions et à s'abriter sous l'aigle russe, firent de cette loi une lettre morte. Suivre le calendrier russe n'était alors qu'une superstition religieuse, contre laquelle tout homme sensé, fût-il même Grec, élevait la voix. Aujourd'hui le calendrier russe est chose de rit et de ralliement national. Au moindre empiétement, les évêques rappellent le décret de Léopold I^{er} et même la déclaration de Catherine II, remise à la diète de la république de Pologne le 20 avril 1766, en faveur des Grecs et des dissidents. La czarine avait dit que « la liberté de conscience est de droit divin, et ce fait intéresse tout citoyen. Il est donc du devoir de tout État bien ordonné d'en faire jouir tous ses sujets. » Rappeler en Autriche les déclarations russes, c'est donc faire appel à l'autorité et à la

protection du czar. Le sens en est, que si le czar protège ses coreligionnaires ailleurs, il les protégera en Autriche.

Il est de la plus grande urgence de ne se pas faire des illusions sur la situation, car elle s'aggrave chaque jour.

Si les Serbes, qui peuvent disposer d'une armée vaillante de 150,000 hommes, ne sont pas déjà ralliés à l'armée russe, c'est que le czar ne l'a pas encore voulu. Il n'en faut pas douter, le jour où l'Autriche se tournerait contre le czar, toute la population chrétienne de la Turquie, attachée à la Russie par les liens de religion et de race, se soulèverait comme un seul homme contre vous, et tous les Slaves et les Grecs de l'Autriche la suivraient. Du côté où se trouve l'Autriche, il n'y a ni liberté ni nationalité. Une question de guerre entre l'Autriche et la Russie sera donc toujours une question de races.

Que pourrait-on opposer à une masse de 105 millions d'hommes ? La Russie, en terrassant la Hongrie, a relié entre eux les peuples slaves, dont celle-ci est entourée comme d'un anneau. Assurément, ce n'est pas dans l'intention de sauver l'Autriche caduque, mais de se frayer le chemin vers la Turquie, que la Russie a suivi le conseil des poètes slaves et du testament politique de Pierre I^{er}.

Il n'est pas besoin d'être stratéliste pour voir que, la Hongrie debout, la ligne de retraite des Russes s'avancant sur le Danube est coupée par la Transylvanie ; la guerre actuelle est tout simplement impossible.

La guerre turco-russe n'est donc que la conséquence logique de l'intervention russe en Hongrie. Cette intervention a fait de l'Autriche l'avant-garde russe contre l'Europe coalisée.

XXIII

Nous vous le répétons, l'Autriche va au partage de la Turquie.

Alliez-vous à l'Autriche, et l'ère des Osmanlis en Europe sera close. C'est vous qui l'aurez voulu.

Vous connaissez la Némésis de l'ancien monde : elle va frapper à vos portes dans le spectre des peuples opprimés que votre politique a abandonnés à l'Autriche.

Du jour de votre alliance avec l'Autriche datera la résurrection de l'empire d'Orient sous l'autocratie russe.

Il y aura tantôt un siècle que Voltaire vous prédisait que l'Autriche doit marcher au partage de la Turquie.

Il est vrai que si Voltaire condamnait les folles croisades dans lesquelles des millions d'hommes allèrent périr en Syrie et en Égypte, il prêchait, par contre, de renverser l'empire turc. Il condamna les croisades religieuses et prôna les politiques. Il se fâchait contre les Turcs, parce que leurs vizirs traitaient les rois de l'Europe comme les Romains traitaient autrefois les petits princes de la Cappadoce et de la Judée. Il ne voulait pas des Turcs, parce que les ambassadeurs n'étaient pour eux que des consuls de marchands. Selon Voltaire, l'Autriche aurait dû s'emparer de toute la Bosnie et de la Bulgarie, pendant que les armées russes auraient marché à Constantinople.

Voltaire a bien vu que la Russie et l'Autriche gravitent, vers le sud, chacune de son côté.

C'est le seul chemin, le seul salut pour l'Autriche; en chercher un autre, c'est abdiquer le lendemain.

On ne saurait mieux définir la situation de l'Autriche que ne l'a définie Schuselka, ancien secrétaire à la diète d'Au-

triche. En parlant de l'envahissement de la Hongrie par les armées russes, à travers la Gallicie, la Bohême et la Moravie, il a dit : « *Ce sont précisément les pays sur lesquels la Russie compte pour fonder son empire slave universel.* La victoire des Russes sur les Magyars équivalait à la plus dangereuse et la plus infâme défaite pour l'Autriche. Schwartzemberg a donc fait évanouir toute incertitude, en jetant l'Autriche sous la dépendance honteuse de la Russie. »

C'est clair. C'est l'Occident lui-même qui jette les fondements d'un empire slave universel. L'œuvre n'irait pas, si l'Occident n'y mettait les mains.

Lorsque l'empereur d'Autriche s'abrita à l'ombre des ailes de l'aigle russe, l'empereur Nicolas convoqua un conseil.

Qu'est-ce que ce conseil dit à l'empereur ? Ce que tout le parlementarisme occidental n'a pas osé dire aux ministres. « L'intervention en Hongrie serait aussi impolitique que périlleuse. Il faut que la Hongrie soit amie et non ennemie. » Le prince Paskievicz lui-même fut de cet avis. Il n'y eut que deux membres qui donnèrent raison à l'empereur. Et encore congédia-t-il ses conseillers intimes par ces paroles remarquables : « Vos raisons sont justes, et j'y accèderais si je n'avais des raisons qui ne sont connues qu'à moi seul. »

Le czar aurait-il eu pour but de créer une Autriche indépendante, ou d'y prendre pied pour s'en servir ? Aurait-il risqué ses finances et ses armées, uniquement dans le but d'élever contre lui-même un rempart en faveur d'une coalition gallo-anglaise ?

Le czar savait bien ce qu'il faisait, et les faits vont nous le dire.

La Russie accorde le secours, mais elle ne se hâte pas de l'apporter. Sa première expédition en Transylvanie est malheureuse ; ses troupes en furent chassées. Elles durent se sauver, avec l'armée autrichienne, sur le territoire turc,

nous pourrions dire sous la protection anglaise ; car c'est à l'instigation du ministère anglais que les Turcs laissèrent violer le sol ture par les Autrichiens et par les Russes.

Enfin, la Russie mit sa grande armée en mouvement, mais non avant que l'Autriche eût été complètement écrasée et que l'empereur d'Autriche eût gagné, comme dernier refuge, la forteresse d'Olmütz.

La Russie triomphe, ou, si vous voulez, Görgei met bas les armes. Les officiers russes se promènent bras-dessus bras-dessous avec les prisonniers hongrois. La guerre finie, on oublie les torts des Russes, on parle même de tel prince russe qui sera roi de Hongrie ; la Constitution sera respectée. Les officiers russes évitent les officiers autrichiens comme des parias auxquels ils font endurer toutes les insultes imaginables.

Le maréchal prince Paskievicz écrit deux lettres : l'une au czar, où il dit : « La Hongrie vaincue est aux pieds de Votre Majesté ; » l'autre, au nom et d'après l'ordre du czar, à l'empereur d'Autriche, à qui il recommande la modération, la clémence et le respect envers un peuple libre quoique vaincu.

Les armées russes se retirent ; l'empereur d'Autriche répond à la recommandation du czar par des supplices ; il déchire toutes les constitutions, toutes les lois, tous les traités jurés et garantis par les puissances d'Europe.

Il se garde bien, pourtant, de toucher à tout ce qui a quelque affinité russe. Ainsi, par exemple, aux députés gréco-slaves ou gréco-valaques il ne demande jamais compte de leur patriotisme magyar, tandis que leurs collègues hongrois expirèrent sur les gibets ou furent plongés dans les cachots, où ils meurent encore tous les jours.

Il y a, à Nagy-Varad (Gross-Wardein), deux évêques : l'un catholique, l'autre grec. L'un et l'autre furent bons patriotes. L'évêque catholique, baron Bémer, fut condamné au gibet ; la grâce de l'empereur changea la corde en vingt ans de

prison. A l'évêque grec personne ne demanda pourquoi il avait préféré le gouvernement national de Kossuth à celui de François-Joseph. La moindre punition aurait fait sourciller le czar.

Rien n'aurait dû frapper les esprits comme la reddition de Görgei devant les armées russes. Nous n'envisageons que le fait, sans examiner s'il fut ou non le résultat d'une trahison, ni si la trahison fut l'œuvre de l'or russe ou celle de la haine. Que Görgei ait, ou non, été trompé par les pourparlers des diplomates russes ; que l'armée hongroise ait, ou non, été fascinée par Görgei et par les fraternisations russes, ou qu'elle ait été fatiguée et désespérée, le fait n'en est pas moins là, qui apprend à l'Europe, qu'entre l'Autriche et la Russie, le choix des peuples de l'Autriche est tout fait : ils se soumettent plutôt à la Russie qu'ils ne traitent avec l'Autriche.

Görgei et son armée se soumirent à la Russie sans grâce ni merci. Une seule condition fut posée, c'est qu'aucun corps d'armée autrichien ne s'approchât de l'armée hongroise, qui le repoussait dût-elle toute y périr. La reddition eut lieu sans qu'un seul Autrichien en ait pu être témoin.

Faite dans ces conditions, la reddition a porté à l'existence politique de l'Autriche un coup dont elle ne se relèvera jamais.

La logique la plus simple le dit : si, dans cet acte, soit de trahison, soit de faiblesse, soit de désespoir, soit de résignation héroïque, le sentiment d'indignation, de haine et de mépris d'une part, et la conscience du bon droit national d'autre part, n'avaient pas prévalu, il eût été impossible de faire accomplir son suicide volontaire par une armée héroïque, uniquement composée de volontaires, d'hommes ayant conscience de leur liberté et de leurs actes.

Plus l'Occident hésite à relever les pays qui ont servi de rempart contre les invasions barbares, plus les dangers

augmentent. Voudriez-vous que les prophéties des Slaves s'accomplissent ?

Voyez les Cosaques ! ils ont fait trembler la Russie. Vous n'avez pas eu le courage de les tourner contre le colosse ; ils en sont et seront le ferme soutien. Nous n'en finirions pas si nous voulions énumérer tous les enseignements historiques ; mais rappelez-vous les faits qui se sont passés sous vos yeux.

Après le partage de la Pologne, les Cosaques de l'Ukraine ont préféré s'expatrier que de vivre sous la botte du czar. Quoique Russes par leur langue et leur religion, ils émigrèrent en Turquie, et firent une rude guerre aux conquérants russes en 1828. Aujourd'hui, la Turquie, se rappelant ces faits, fit lever, par un Polonais devenu musulman et pacha, une légion de Cosaques ; mais pas un Cosaque n'est entré dans ce corps dit cosaque. C'est l'effet des hésitations. Si vous n'avez pas de principe, n'allez pas en guerre.

Les Russes ont leur drapeau, vous n'en avez pas. Vous parlez justice, maintien des traités, civilisation et humanité, et vous briguez l'alliance de l'Autriche, qui est la négation absolue et palpitante de toute justice, de toute humanité, la personnification des violations des traités et des serments.

Si vous n'avez rien à inscrire sur votre drapeau que des balivernes usées, votre cause peut être juste, mais elle est perdue.

La Russie fait appel à la race slave ; elle en proclame l'émancipation au nom de la religion orthodoxe. Qu'est-ce que vous lui opposez ? La certitude, pour les peuples, d'être de plus en plus opprimés !...

XXIV

A force de multiplier vos alliances vous imposerez, dites-vous, la paix aux Russes ! Encore une mystification ! Oui, si les Russes s'approchent de vous pour abreuver derechef leurs chevaux dans la Seine, s'ils font avancer dans le Sund leurs vaisseaux de la Baltique, s'ils envoient dans le Golfe de Bengale ceux qu'ils ont dans la mer d'Okhotsk, vous pourrez avoir des alliés, mais vous n'en aurez pas sur les bords du Danube, tant que vous caresserez l'Autriche, qui veut le partage.

Est-ce que vous avez jamais songé à l'issue d'une guerre sérieuse avec la Russie ? Mais, si vous y aviez songé, vous n'auriez pas agi comme vous agissez ; car vos procédés ne peuvent profiter qu'aux Russes.

L'étendue de la Russie est immense et partout accessible : vos armées pourront y entrer sur mille points. Ces points, voudriez-vous les conserver ? Mais vous ne le pourriez pas ! N'oubliez pas que Napoléon I^{er} savait faire la guerre ; qu'il ne manqua pas d'alliances ; que la Pologne était alors bien moins russe qu'elle ne l'est aujourd'hui. Et pourtant il a laissé en Russie cinq cent cinquante mille hommes, cent soixante et dix mille chevaux et douze cent trente canons. Ne vous imaginez pas que les Polonais se laisseront éternellement duper. Allez à Varsovie, et vous verrez de vos yeux combien les choses y sont changées depuis 1851. Allez compter les plumes qui restent à l'aigle blanc ! Le paysan polonais ne pense pas le moins du monde à se brouiller avec le czar ; ceux qui ont le sentiment de l'ancienne grandeur polonaise, l'amour de la patrie, se méfient de vous ; et cette méfiance, vous l'avez méritée.

Où est cette armée, dont vous pourriez sacrifier cinq cent cinquante mille hommes ? Est-ce que vous ne savez pas que la guerre est pour les peuples d'Asie un besoin, pour vous une ruine ? La guerre n'affaiblit jamais la Russie, elle n'en sort que plus forte ; pour le czar, elle est un paratonnerre ; pour vous, la foudre qui tue.

Les *peace-men* s'imaginent que l'argent manquera à la Russie et qu'elle sera bientôt à bout de ses ressources. L'histoire ne vous apprend donc rien ? Est-ce que la Russie a besoin d'argent pour faire la guerre ? Il ne lui en faut que pour ses diplomates, ses agents et ses mouchards. Le soldat russe n'a presque pas de solde, ou elle ne lui est pas payée. L'espèce de cilice qu'il porte sort, comme tout l'équipement, des fabriques et manufactures impériales. Pour sa nombreuse cavalerie, elle n'a pas besoin d'aller chercher des chevaux jusqu'en Afrique ; des chevaux ! elle en exporte.

Le soldat russe est habitué, dès sa jeunesse, au jeûne ; sa religion lui en fait un devoir. Le biscuit noir lui suffit ; s'il en manque, il trouve partout de la drague, de la fécule ou des pelures quelconques pour en faire un repas ; il les disputera aux animaux, comme les fruits sauvages et les racines aux champs. Du suif, du savon, des bouts de chandelles avec leurs mèches, lui feront un festin. Si le sel lui manque, il le remplace par la cendre. Mal nourri qu'il est, il est partout ailleurs encore mieux que chez lui ; il aime donc à guerroyer dans des pays étrangers. L'âme héroïque lui fait défaut, jamais la vaillance passive. Il ne demande pas pourquoi il va se faire tuer. Si le czar l'ordonne, c'est Dieu qui le veut. Le soldat russe sait plus endurer qu'aucun autre. Il ne murmure jamais. S'il passe devant une tente, une maison, qui est ou qui fut habitée par son supérieur, il ôte de loin sa casquette et ne la remet que lorsqu'il cesse de l'apercevoir. S'il est battu par l'ennemi, il pousse des lamentations déchirantes, comme il le fait lorsqu'il chante dans l'église son « Gospody Pomiluj. » Même ses lamentations

sont des prières. S'il déserte, ce n'est pas une idée, une conviction ou un esprit aventureux qui le pousse, mais tout simplement la faim. Si elle est apaisée, et s'il peut retourner d'où il est venu, il y retourne. Le cosaque est mutin en paix ; en guerre il suit son maître.

Le soldat russe n'est pas plus à craindre qu'un autre ; mais des masses sont toujours des masses, et ce sont elles qui décident des batailles.

Une autre mystification, c'est de croire que la stagnation du commerce va forcer la Russie à s'accommoder avec les puissances occidentales. Le commerce de la Russie n'est pas le commerce de l'Occident, et si quelques commerçants ont à se plaindre, ce ne seront pas des Russes, mais des Anglais et des Français qui font leurs affaires en Russie.

L'abondance de grains et d'autres denrées que la Russie ne pourra point exporter vers les ports de l'Occident aura moins d'inconvénient que l'encombrement des produits industriels qu'on exporte pour la Russie. Le blocus ne fait pas écouler les marchandises, dont se passera très-bien la Russie au désavantage de la France et de l'Angleterre ; et il ne préserve pas de mauvaises récoltes. Où en sera-t-on avec le blocus s'il amène la famine ? Vous ne pouvez l'ignorer, la famine est le précurseur des révolutions. Le mal que vous aurez voulu faire aux Russes, vous l'aurez donc fait à vous-mêmes.

XXV

En fait de projets contre la Russie, il y en a tant, qu'il est impossible de les examiner tous. Mais, dans tous, on fait jouer à l'Autriche le meilleur rôle, toujours aux dépens de la Turquie, qu'on veut cependant sauver.

Les Allemands, habitués qu'ils sont à ne voir dans le Danube qu'un fleuve allemand, parce qu'il prend sa source en Allemagne et parce que l'Autriche, qui n'est pourtant pas le moins du monde allemande, aime à parler au nom de l'Allemagne dans la question d'Orient, conseillent à l'Autriche de s'emparer de la Valachie et de la Moldavie, plutôt que de laisser les embouchures du Danube tout à fait aux Russes.

Ces vues s'accordent parfaitement avec la politique d'outre-Manche. Si l'Autriche y consentait, l'Angleterre ne tarderait pas à imposer aux Turcs l'abandon des provinces danubiennes offertes naguère au czar. Les Russes ne domineraient plus aux embouchures du Danube, l'Autriche garantirait à l'Angleterre le Bosphore du côté de la terre. L'Autriche, de son côté, si elle pouvait, entrerait volontiers dans ces vues. D'abord les Moldo-Valaques n'ont pas l'esprit guerrier et aventureux comme les Serbes, les Monténégrins et les Bosniens, et il conviendrait mieux de jeter dans la balance des peuples d'Autriche des Valaques que des Slaves. Mais ce serait poser à la Russie un défi qui ne pourrait avoir d'autre solution qu'une guerre à mort entre la Russie et l'Autriche. En ceci, il n'y a pas de transaction, comme il n'y en a pas sur la clef de la Méditerranée.

L'Autriche ne serait pas même étrangère à l'idée de remettre la Gallicie en échange de la Moldo-Valachie; mais alors, la Hongrie serait découverte de sa garde-frontière, au nord des Carpathes. Au lieu donc de rêver la conquête des Valaques, les chansonniers allemands feraient mieux de chançonner l'unité allemande.

Il y en a qui pensent que, si l'Autriche levait les confiscations, si elle ouvrait aux prisonniers les cachots, et aux exilés les frontières, elle pourrait se lier franchement contre la Russie. On va même jusqu'à dire que l'Angleterre lui aurait conseillé ce parti. On ignore donc que l'Autriche n'a pas même le courage d'ouvrir à la mère de la duchesse de

Brabant, l'archiduchesse Marie-Dorothée, douairière du feu archiduc Joseph, palatin de Hongrie, les frontières de la Hongrie? Ceux qui veulent ainsi conseiller l'Autriche ignorent-ils que l'Autriche a besoin de ramener à elle non-seulement les proscrits et les prisonniers, mais le pays tout entier? Ils ne savent donc pas que, dans les trois derniers mois de cette année, il y a eu en Autriche 496,759 arrestations ou visites domiciliaires se rapportant aux faits politiques? Les Allemands et messieurs les diplomates anglais devraient savoir que le frère aîné de la duchesse de Brabant, l'archiduc Étienne lui-même, — sans conteste le plus éminent personnage de toute la dynastie des Habsbourg, — est un proscrit; lui, palatin de Hongrie, qui n'osa pas prendre la couronne qui lui fut offerte! il est plus que proscrit, il est presque prisonnier au château de Schaumbourg en Allemagne. Encore vaut-il mieux pour lui d'être prisonnier que de s'être fait tuer par un feu d'artifice, comme le fut son oncle, l'archiduc palatin Alexandre! Par le feu d'artifice meurent les princes, comme jadis par la hache les gentils-hommes. Tel rang, telle mort!

Que pourrions-nous dire du rétablissement d'une Pologne sur laquelle on essaierait une nouvelle amputation? Quel Polonais ne repousserait avec mépris ces nouveaux fraticides?

Le peuple anglais pétitionne pour le rétablissement de la Pologne, son gouvernement prend à tâche de souscrire à de nouveaux partages. John Bull ne veut pas d'Autriche; mais son gouvernement donne à l'Autriche des poignées de main. Avec le concours de l'Autriche, on ne rétablit aucune Pologne. Le czar y pourrait plutôt consentir que l'Autriche.

Le rétablissement de la Pologne est un rempart contre la Russie, mais contre l'Autriche c'est la mort. Vous concevez donc pourquoi, dans ce moment-ci, le Démosthènes magyar se préoccupe moins de sa patrie que de la Pologne. Il est incontestablement dans le vrai, mais à une con-

dition, c'est que le gouvernement anglais se soumette à la volonté du peuple et échappe à l'alliance avec l'Autriche. Mais y échappera-t-il? Il est difficile de le croire. En politique extérieure, le gouvernement de John Bull se soucie très-peu des meetings, et quand les faits sont accomplis, il y laisse volontiers prononcer des oraisons funèbres sur les martyrs des peuples.

XXVI

Des gens égoïstes et peureux, habitués à se prendre pour des esprits intègres et justes, des hommes d'ordre, tous ceux qui se sont faits les panégyristes de Nicolas, déroutés par les événements, cherchent à s'accrocher au protégé de Nicolas, à l'empereur d'Autriche, le suppliant de les sauver du czar, leur ange sauveur hier, leur spectre aujourd'hui.

Bonnes gens! l'Autriche a besoin de vos écus; elle se donne un air de vaillantise contre le Grand Moscovite pour vous laisser le Grand Turc. Déliez vos bourses : elle en fera bon usage — contre vous-mêmes!

Rallier l'Autriche contre la Russie, nous le répétons, ce serait assurer le triomphe aux Russes en paralysant les forces de la France et de l'Angleterre.

Vous ne comptez que les armées. Des peuples, vous n'en tenez pas compte!

Soit! prenez l'armée d'Autriche. Elle est brave, nous disons plus, elle est dans ce moment la plus belle et la mieux disciplinée que l'Europe tienne sur pied. Nous accordons que la plupart des officiers ont des sentiments anti-russes bien prononcés. Il en est même qui voudraient se venger des insultes que leur ont prodiguées les officiers russes pendant la guerre de Hongrie, etc... Mais n'espérez pas trop d'eux!

Il y a des noms qui valent des armées. La monarchie autrichienne est menacée par trois de ces noms :

1° Nicolas l'empereur de toutes les Russies, ou, comme disent les Valaques dans leur simplicité primitive, le grand empereur qui ira châtier le petit, qui est à Vienne.

Aux grecs orthodoxes comme aux grecs schismatiques, il est, en dépit de l'union avec Rome, le pape, le chef visible de l'Église grecque ; comme le pape, à Rome, est le chef des catholiques.

Aux Slaves il est le Messie panslave.

Aux aristocrates moravo-bohèmes, il est le gardien des privilèges.

Aux généraux il est l'empereur-soldat.

Aux ministres et hauts fonctionnaires, il est l'empereur qui paye largement et ne lésine point.

2° Louis Kossuth, ex-gouverneur de la Hongrie.

Aux Magyars, il est l'expression vivante de leur sentiment national.

Aux paysans magyars ou non magyars, il est un autre rédempteur. Aux nobles, il est bon frère.

Aux Slaves, il est devenu l'objet d'amers regrets. Ils voient en lui la bannière vivante contre l'Autriche, et cela suffit. Ils n'ont d'autre cri que Nicolas ou Kossuth.

5° Joseph Mazzini, le triumvir romain, l'espoir de toute la jeune Italie, depuis Gènes jusqu'à Venise, et depuis Livourne jusqu'à Tarente.

En 1848, il y avait d'autres noms d'un certain prestige, Jellachich, par exemple. Aujourd'hui il n'y a pas parmi les Croates de nom plus exécré que celui du *cher ban*.

Si le nom de l'empereur François-Joseph ne se trouve point sur cette liste, c'est que ce nom n'a aucun prestige. Jugez-en vous-mêmes.

Prenons d'abord l'armée avec les 600,000 baïonnettes qu'elle compte à présent.

Le soldat autrichien ne se dit jamais Autrichien ; de ce

nom il est honteux, comme si on l'appelait crétin. Son attachement à l'empereur nous semble un peu douteux, car, depuis la guerre de Hongrie et d'Italie, il y a toujours du remue-ménage dans les casernes. Les fusillades et les pendaisons pour conspiration sont à l'ordre du jour.

En 1851, l'empereur allait voir le grand camp d'Italie; mais, à peine arrivé, il fut pris d'un tel saisissement, qu'il partit soudainement en donnant ordre que le camp fût levé. Les journaux italiens ont débité là-dessus des historiettes plaisantes. Sans qu'on sût trop ce qui se passait, une chose était certaine, c'est que l'empereur avait brûlé le pavé et n'avait repris haleine qu'à Vienne, dans son château.

Les troupes croates qui, sous le commandement du général Haynau, se sont si bien diverties à Brescia, en enduisant des enfants avec de la poix pour en faire des torches, semblent vouloir s'humaniser. Des condamnations assez fréquentes disent qu'ils conspirent contre le gouvernement.

Il y a deux ans que l'empereur est allé voir les chers Croates; mais il paraît qu'ils n'ont pas du tout crié leur *ziwio* (vive!). On a sonné le boute-selle et rebroussé chemin. Ces malappris se sont conduits de manière à faire croire à l'empereur qu'il était au milieu d'un camp ennemi. N'ont-ils pas eu la grossièreté de lui rappeler les promesses faites et non tenues?

Des fonctionnaires que dit-on? Qu'on ne sait trop ni qui ils sont, ni d'où ils sont venus. Si l'on prend un almanach de l'empire d'avant 1848, et qu'on le compare aux almanachs publiés depuis 1850, il semble qu'on ne soit plus en Autriche. Cela s'explique. Les hommes de progrès sont en prison ou en exil. Parmi les modérés, aucun n'a voulu prendre du service. Les hommes nouveaux sont du genre de ceux qui, sous Joseph II, ont disparu dans une seule nuit...

XXVII

Nous ne devinons rien , nous nous bornons à crayonner la situation. D'ailleurs, en politique, rien n'est inadmissible. Mais une absurdité couve et fait éclore une autre absurdité. Vous allez au-devant d'une alliance incompatible avec le but que vous vous proposez. Plus vous faites de démonstrations à l'Autriche, plus vous éloignez la Pologne, la Hongrie, l'Italie, et même l'Allemagne. Au lieu d'un rempart contre la Russie, vous créez une avant-garde contre vous-mêmes. Les extrêmes se touchent. Est-ce que votre alliance avec l'Autriche — si vous n'êtes pas sa dupe — serait moins absurde qu'une alliance russo-démocrate, une alliance du czar avec Kossuth, Mazzini ou Ledru-Rollin ?

Voyons, de ces absurdités, quelle est la plus grande ?

Vous mettez sur votre drapeau : *Intégrité, indépendance de la Turquie*. La bannière de Kossuth ne porte-t-elle pas aussi : *Intégrité, indépendance de la Hongrie* ? Mazzini ne crie-t-il pas : *Indipendenza italiana* ?

En vous alliant à l'Autriche, pour qui le mot *indépendance* signifie *trépas*, vous êtes pris en flagrante contradiction contre votre propre consigne. Vous n'avez avec l'Autriche rien de commun ; et pourtant vous tenez à elle !

Kossuth et Mazzini sont des principes personnifiés. Si un côté de leur bannière porte : *Liberté et égalité pour tous*, l'autre porte : *Indépendance nationale*. Le drapeau du czar ne porte-t-il pas aussi, d'un côté : *Nationalité* ? Un rapprochement de ces drapeaux, qui portent sur un côté *la même devise*, ne serait donc pas plus absurde que ne l'est le rapprochement du vôtre avec celui de l'Autriche.

L'Autriche ! mais vous ne savez donc pas ce qu'est l'Autriche ? Qu'a-t-elle fait de ces riches contrées qui furent le berceau de votre civilisation ? Elle en a fait des cimetières. Ses monuments sont des potences ; sa civilisation, le fouet ; sa marine, des galères. Son progrès, c'est la destruction ; sa bannière, l'oppression. Sa religion, c'est la superstition et l'intolérance !

Une alliance avec l'Autriche serait plus qu'absurde, elle serait au plus haut degré immorale.

Le mal engendre toujours le mal. Si l'on s'engage dans une absurdité, il faut qu'il en naisse une autre. Qui sème le vent, recueille la tempête.

Le mal, c'est de vouloir empêcher la chute de l'Autriche. Sachez vous y résigner, et vous aurez bien mérité du genre humain, et sauvé l'Europe. Ne forcez point les 18 millions de Slaves de l'Autriche à resserrer leurs liens de parenté avec la Russie ! Ne répudiez pas l'alliance des peuples qui seuls peuvent élever une digue naturelle contre le débordement de l'Océan russe ! Voyez ! les Italiens, les Hongrois, les Allemands n'ont aucune parenté avec les Russes, ni dans leurs aspirations, ni dans leurs croyances ou leurs mœurs. Pourtant vous les jetez forcément aux bras du czar. Voudriez-vous que la prédiction d'un homme d'odieuse mémoire s'accomplît ? Écoutez !

C'était le 15 août 1849. Dix heures du matin sonnaient à Világos, lorsqu'on vit s'avancer, morne et silencieuse, l'armée hongroise. Les drapeaux tricolores étaient en deuil, la marche funèbre entonnée. On allait déposer devant les légions moscovites les armes qui avaient chassé l'Autrichien.

La cérémonie navrante n'était pas encore terminée, qu'un homme qui allait offrir avec tant de braves sa vie en holocauste, demanda à Görgei s'il avait bien réfléchi, et s'il n'était pas encore temps, au lieu de rendre les armes, d'en prendre.

« Lorsque je vous ai conduit aux victoires, reprit Görgei, « je vous ai dit dans mes proclamations que nous devions « nous attendre au martyre ; aujourd'hui je vous dis : Ce n'est « pas la Hongrie qui périt par le glaive de la Russie, c'est « l'Autriche. » Ensuite il se tourna vers le commandant des légions russes et lui dit : « Telle est l'armée qui s'incline « devant le czar ; vous la voyez, jugez de ce qu'elle pourrait faire encore. Et pourtant elle vient au-devant de « vous pour déposer les armes. »

Est-ce que cet homme aurait mieux vu les choses sur les champs de bataille, que vous dans les palais ?

Chose étrange ! les prédictions sinistres de Sainte-Hélène auraient-elles commencé de s'accomplir à Világos ?

Si vous avez à cœur d'arrêter le plein accomplissement de cette prophétie lugubre, n'allez pas étayer des gibets pour en faire des boulevards ! Dieu a assigné à chaque peuple sa place sous le soleil ; n'essayez pas de vouloir mieux faire que Dieu. L'Italie y est, la Hongrie y est, la Pologne y est, la Bohême y est, et l'Allemagne y est !

Rendre à ces peuples leur existence nationale ! *il n'y a pas d'autre solution !*

Quant aux partis qui sont en ce moment en présence, il n'y a pour chacun d'eux qu'une alternative :

Pour l'Autriche :

Aller au partage de la Turquie ou mourir.

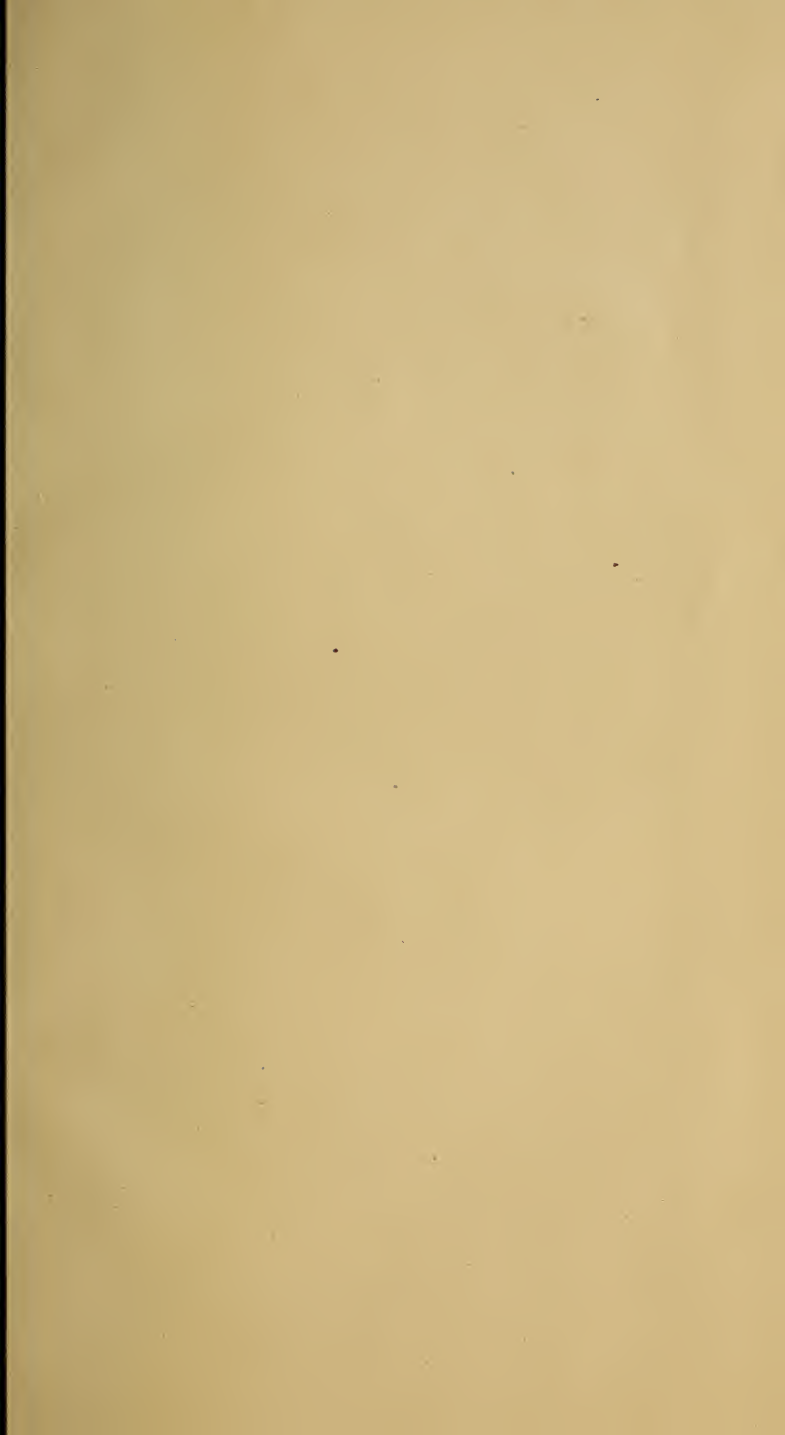
Pour l'Occident :

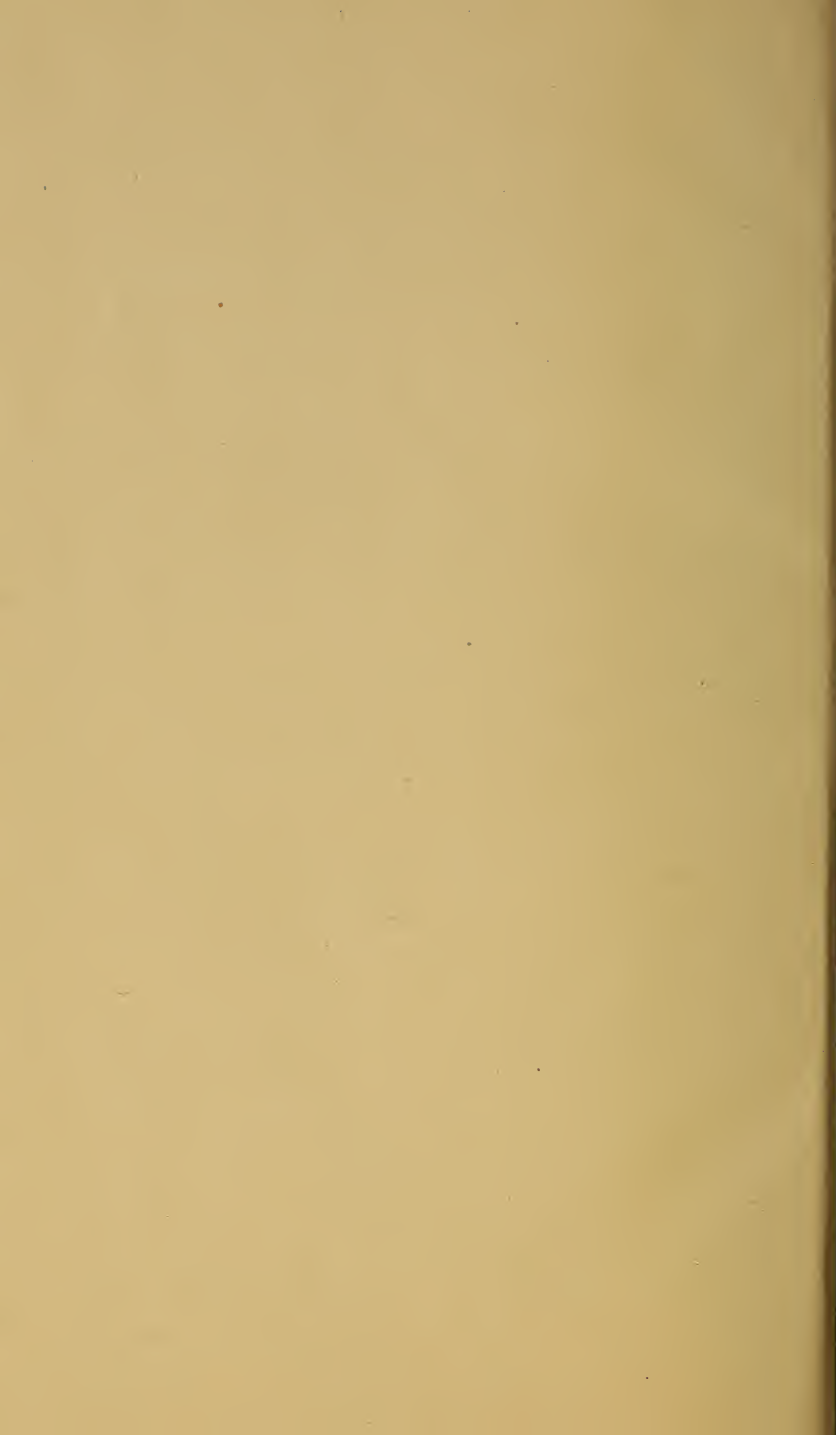
Rétablir la Pologne, la Hongrie et l'Italie ou échouer.

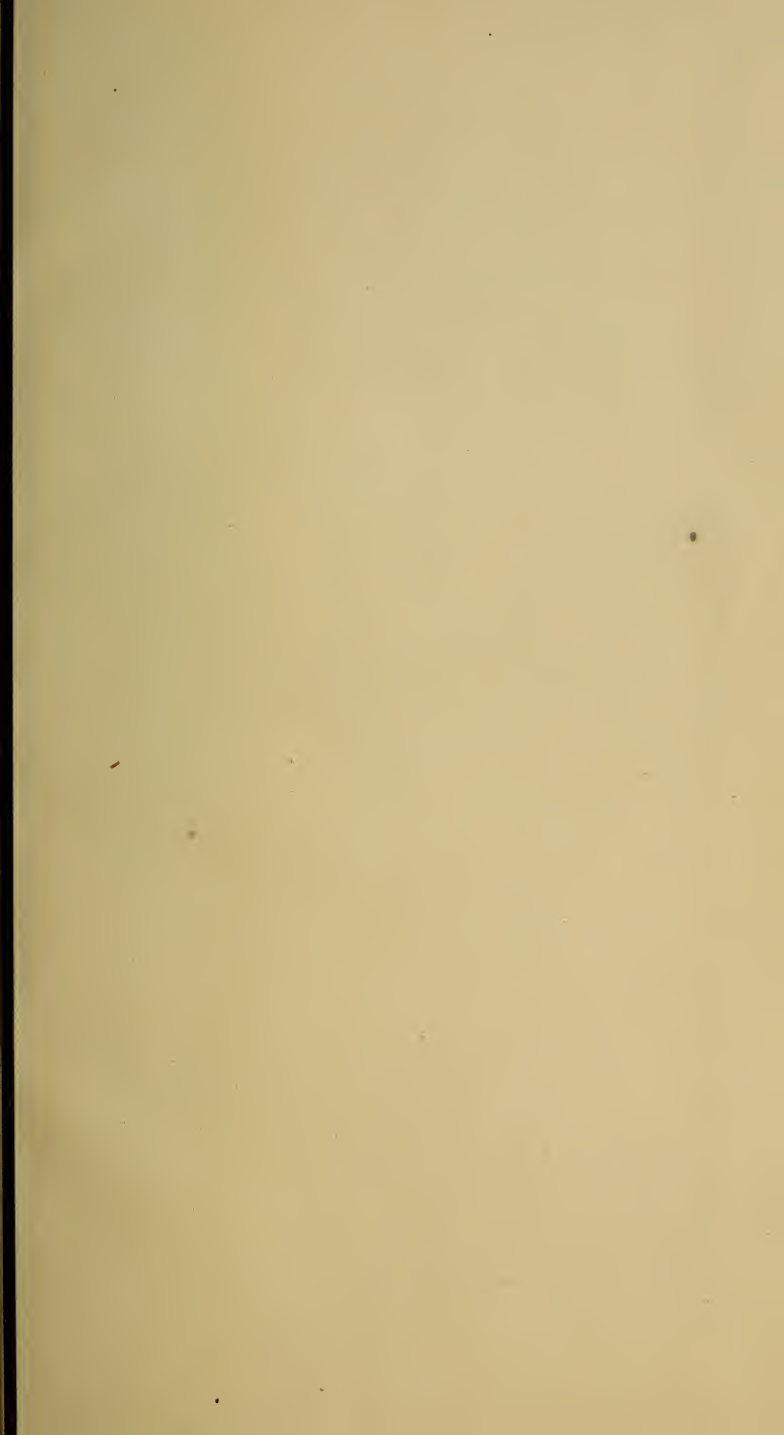
Choisissez !

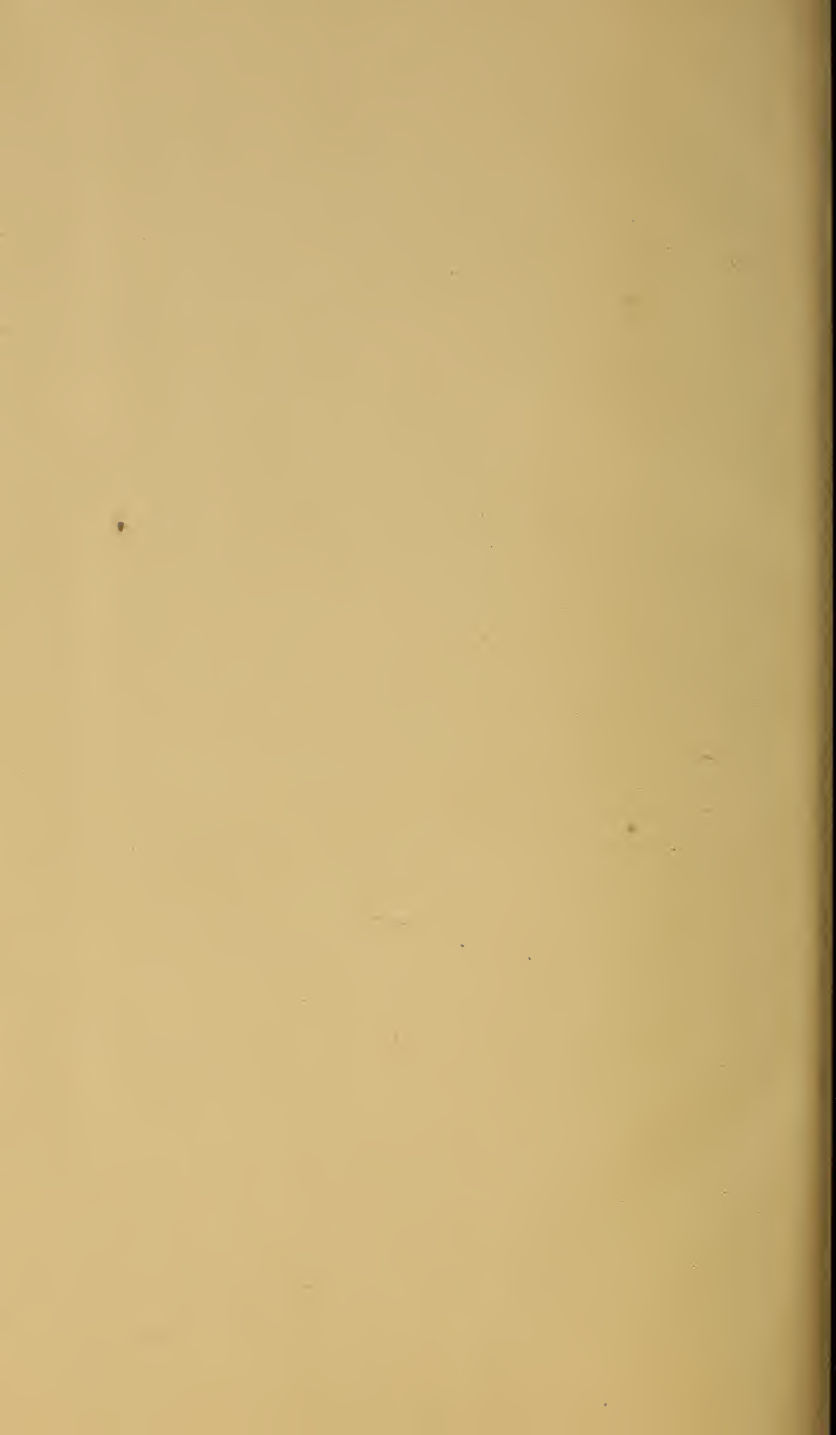
Dixi et salvavi animam meam.

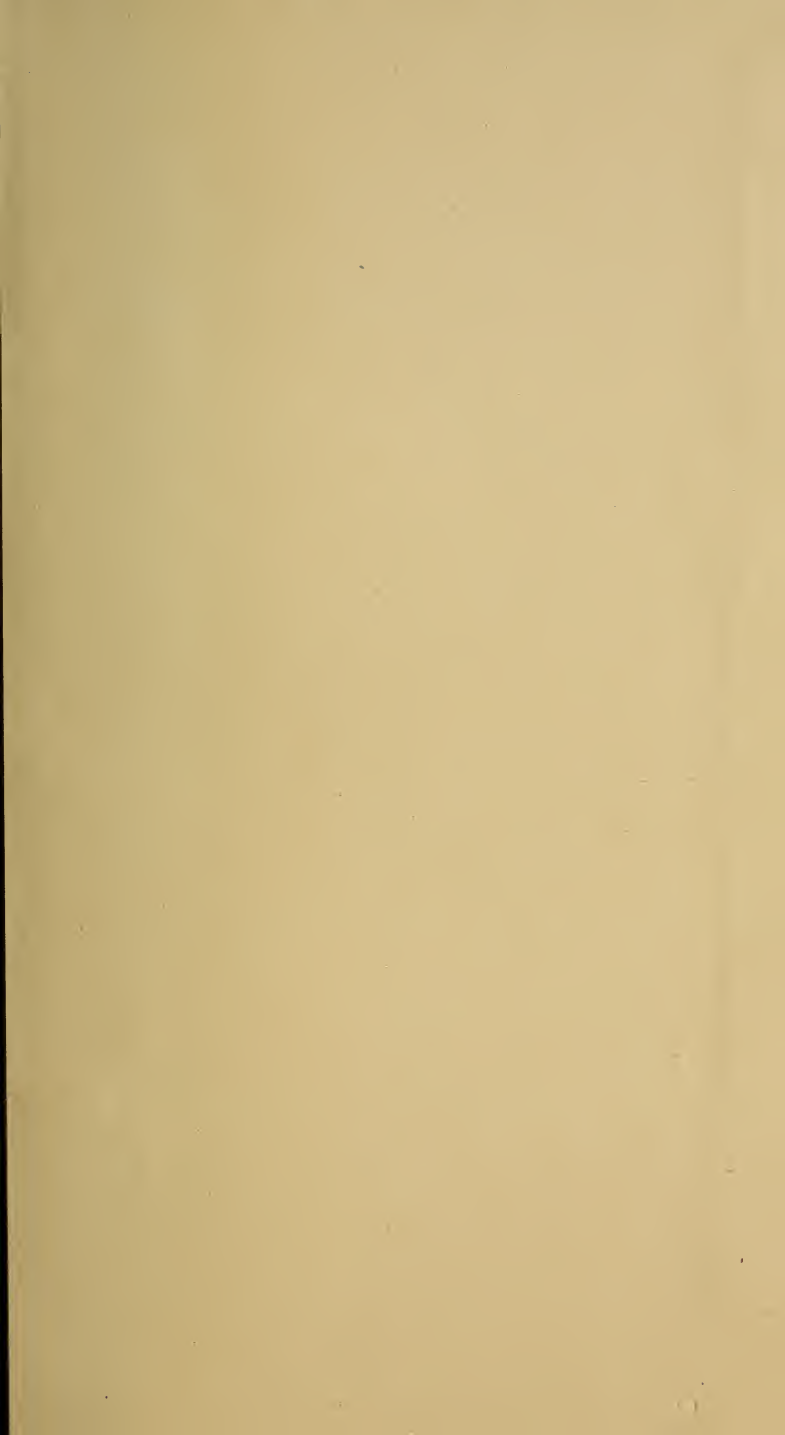
24



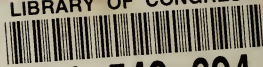








LIBRARY OF CONGRESS



0 021 548 694 1